

An aerial photograph of a vast, green savanna landscape. The terrain is covered in lush green grass with numerous scattered trees of varying sizes. A dirt road with two tracks runs diagonally across the scene from the bottom left towards the top right. The sky is a pale, clear blue, and the overall atmosphere is bright and open.

HISTOIRES DE RÉSILIENCE

(AGRO PASTORALE)

GUIDIMAKHA, MAURITANIE

Graphisme : Marion Huet (www.marionhuet.com)

Crédits photos : © J.B. Russell et © En Haut !

Auteur : Grdr (www.grdr.org), juillet 2020

© Grdr. Tous droits réservés. Licence octroyée à l'Union européenne sous conditions

Imprimé par : I.C.O. imprimerie, Dijon

ISBN : 979-10-95026-13-6

HISTOIRES DE RÉSILIENCE

(AGRO PASTORALE)

GUIDIMAKHA, MAURITANIE

“De nos jours, l’une des manières de vulnérabiliser des millions de gens est de les empêcher de bouger”

Achille Mbembé, Libération du 13 novembre 2019

PRÉFACE

Le concept de résilience s'est récemment installé dans le champ lexical du développement. Il relate toutes les capacités d'adaptation des populations, ici sahéliennes, à vivre leur environnement soumis cycliquement à des crises multiples et multidimensionnelles.

Le Grdr, organisation internationale de solidarité engagée depuis 1969 dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal auprès des habitants et des ressortissants de ce territoire établis en France, nous livre dans ce document un regard renouvelé sur les dynamiques socioéconomiques à l'œuvre dans la région du Guidimakha en Mauritanie.

Acteur engagé depuis 50 ans aux côtés des hommes et des femmes qui ont vécu les sècheresses des années 70, les crises politiques des années 80, les cycliques invasions acridiennes, les inondations récurrentes ou encore l'actuelle pandémie de la COVID-19, il fait ici une analyse fine des évolutions des pratiques agropastorales induites par ces aléas. Il questionne également et de façon pertinente les vocabulaires souvent utilisés pour décrire cette région qui, au demeurant, reste fort représentative de toute la bande sahélienne de Mauritanie.

Pour un élu comme moi, et bien qu'ayant une longue carrière d'acteur de la coopération internationale, ces analyses sont plus que bienvenues et seront précieuses pour me permettre ainsi qu'à l'ensemble des élus de la région d'avoir une vision lucide sur les politiques et dispositifs que nous aurons à adopter en tant que conseil régional afin de nous adapter au mieux aux aléas à venir tout en offrant un cadre de vie digne à tous les habitants.

Je ne finirai pas sans remercier la Délégation de la Commission de l'Union Européenne qui a cofinancé ce travail ainsi que les pouvoirs publics et les partenaires techniques et financiers soutenant des actions si utiles à notre région.

J'adresse enfin mes félicitations au Grdr qui reste, indéniablement, un véritable centre de ressources pour nos territoires.

Dr Issa COULIBALY
Président du Conseil Régional du Guidimakha,



LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ACF-E	Action Contre la Faim - Espagne	OMVS	Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal
AFD	Agence Française de Développement	ONS	Office National des Statistiques
AMAIG	Association des Maires du Guidimakha	PAIDEL	Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Local
AMCC	Alliance Mondiale contre les Changements Climatiques	PAM	Programme Alimentaire Mondial
ARMEPES FRANCE	Association des Ressortissants Mauritaniens pour L'Eradication de Pratiques de l'Esclavage et ses Séquelles	PREVICO	Programme de Relance Vivrière Communautaire
CILSS	Comité Inter Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel	PRAPS	Programme Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel
CLCPRO	Commission de Lutte contre le Criquet Pèlerin dans la Région Occidentale	RAPAC-G	programme Résilience Agro Pastorale Concertée au Guidimakha
CSAO	Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest	RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
DUE	Délégation de l'Union Européenne	RIM-RAP	Renforcement Institutionnel en Mauritanie pour la Résilience Agro Pastorale
ECODEV	École du Développement	RPCA	Réseau de Prévention des Crises Alimentaires
GITE	Gestion Intercommunale de l'environnement pour l'adaptation agro-sylvo-pastorale au changement climatique	SCA	Score de Consommation Alimentaire
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit	UE	Union Européenne
GRDR	Groupe de recherche et de Réalisation pour le Développement Rural	VAINCRE	VAlorisation des INitiatives de Croissance Régionale Equitable
MDR	Ministère du Développement Rural		

REMERCIEMENTS

Le Grdr remercie toutes les personnes ayant contribué à l'élaboration du présent document et plus particulièrement les Guidimakhankés qui ont bien voulu répondre à ses questions, les membres du comité éditorial, la relectrice (Léa Graafland) et les relecteurs (MM. Cheikna ould Boubacar, Abdoulaye Diagna et Ciré Soumaré) ainsi que les contribuables d'ici et de là-bas.

AVEC LE SOUTIEN

Ce document est réalisé dans le cadre du programme RIMRAP, cofinancé par l'Union Européenne. Il s'inspire également de travaux antérieurs cofinancés par l'AFD, le CCFD-TS, le SCAC de l'Ambassade de France, le CFSI et la Fondation de France.



RIMRAP



AVERTISSEMENTS

Le contenu du présent document relève de la seule responsabilité du Grdr et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne, des autres bailleurs de fonds, des membres du comité éditorial ou des relecteurs.

Les données, désignations ou frontières utilisées dans les cartes ne sont pas garanties sans erreur et n'impliquent en aucun cas la responsabilité ni l'approbation du Grdr ou des parties prenantes mentionnées dans ce document.



Ce document est cofinancé
par l'Union européenne

SYNTHÈSE

La résilience peut être définie comme « la capacité des communautés et systèmes à faire face aux chocs, mais aussi à s'y préparer, voire à les éviter et s'y adapter sur le long terme » (Lallau et al. 2018).

Ce document donne une présentation synthétique des mécanismes de la résilience (agro pastorale) au Guidimakha, région du sud-est de la Mauritanie. Il questionne parallèlement les stratégies de sécurisation de l'alimentation dans cette région sahélienne entretenant d'intenses échanges avec le Sénégal et le Mali voisins.

L'analyse est construite sur la base d'une revue bibliographique, d'études conduites dans le cadre du programme RAPAC-G ainsi que des enseignements tirés de ces 15 dernières années de recherche-action dans la Région. Elle s'inscrit dans la continuité de l'Atlas du sud-est Mauritanien (Grdr, 2011).

L'analyse se concentre sur le système céréalier dominant (sorgho cultivé en sec), les systèmes d'élevage ainsi que les systèmes d'activités familiaux et leurs dynamiques sur la période récente (1960-2020). Elle s'appuie sur l'hypothèse que deux mécanismes sont au fondement de la résilience alimentaire régionale : d'une part la déconnexion croissante entre production céréalière locale et accès à l'alimentation et, d'autre part, la diversification économique par la mobilité des actifs comme stratégie de garantie du pouvoir d'achat. Elle pose pour postulat que les déterminants d'ordre sociopolitique sont aussi importants que les déterminants pédoclimatiques dans les orientations du système alimentaire régional.

LE CONTEXTE RÉGIONAL « NORMAL », LES FACTEURS ET ACTEURS L'INFLUENÇANT.

La cadre physique présente une grande variété et variabilité. Diverses unités morpho-pédologiques, accessibles à tout ou partie de la population, font l'objet d'une mise en valeur variée et dynamique. Un réseau hydrographique structuré par quatre grands oueds et le fleuve Sénégal sillonne la région. Il est alimenté par des pluies concentrées sur quelques mois. L'analyse de la pluviométrie depuis 1930 montre une alternance de périodes hu-

mides et de périodes sèches. Depuis la fin des années 1990, on assiste à une hausse des cumuls pluviométriques mais la pluviométrie apparaît très aléatoire. L'exploitation des eaux souterraines permet, dans une certaine mesure, de composer avec cette variabilité.

L'action de l'Etat est structurante. Le dispositif d'aide alimentaire qui depuis plusieurs décennies se déploie de façon systématique au Guidimakha, les pratiques tarifaires appliquées aux importations de blé ou encore le récent soutien au développement de la filière riz irrigué sont autant d'éléments favorisant l'accès physique et économique aux deux céréales qui sont, depuis deux décennies au moins, au fondement des habitudes alimentaires régionales : le blé et le riz. En outre, l'action de l'Etat (et des Etats voisins) sur les flux transfrontaliers se fait particulièrement ressentir dans une région à forte activité pastorale partageant des frontières avec le Mali et le Sénégal. En matière d'investissement dans le développement agropastoral, l'effort budgétaire apparaît cependant en deçà des engagements de l'accord de Maputo. En outre, le Guidimakha n'a été concerné que marginalement par la politique de développement de l'agriculture irriguée, secteur de concentration. Toutefois, les dispositions prises par l'Etat pour réguler le foncier et le pastoralisme ont contribué à modifier l'environnement productif.

Par ailleurs, l'Etat autorise et contribue à orienter les nombreux projets qui se déploient dans la région depuis les ajustements structurels. Considérée comme l'une des régions les plus pauvres du pays, le Guidimakha voit ainsi depuis les années 1990 le déploiement de nombreuses actions portées par des ONG et des agences des Nations Unies. Ces acteurs interviennent également en temps de crise.

Si l'action des communes sur les conditions de la production agropastorale reste à ce jour limitée du fait des compétences et de la faiblesse des ressources, ces collectivités locales parviennent quelquefois à favoriser la synergie entre projets. Elles ont, pour certaines, développé des capacités à dialoguer avec les associations de leurs ressortissants qui mènent, souvent de

longue date, diverses initiatives « de développement ».

Le secteur privé enfin se déploie dans toute la région, notamment dans les services financiers (épargne et transferts), le commerce (alimentaire) de détail, le transport des biens et des personnes et les télécommunications. La région dispose d'une couverture en téléphonie mobile quasi totale.

La région est en outre caractérisée par un dynamisme démographique certain (croissance de 130% sur la période 1988-2013, contre 95% à l'échelle nationale), une transition urbaine naissante (en 2013, la région comptait 12 localités de plus de 4000 habitants) et la jeunesse de sa population (en 2013, les 15-34 ans représentent plus de 30% de la population). L'image du Guidimakha, comme territoire rural souffrant d'un exode massif de ses « forces vives », se trouve ainsi questionnée.

Au dynamisme démographique s'oppose une inertie sociale particulièrement patente quand on considère les modalités d'accès au foncier. La naissance des individus détermine encore largement leurs droits fonciers. Les possibilités d'ascension sociale apparaissent limitées et les tensions socio-foncieres sont vives dans la région.

On note enfin, en dépit de ce que font apparaître les statistiques sur la pauvreté, que des changements significatifs interviennent depuis les années 1970 au moins dans les standards de vie: alimentation, habitat, services de base etc. Les standards actuels supposent des sorties monétaires de plus en plus fréquentes et importantes.

UNE RÉGION TRAVERSÉE DE FAÇON RÉCURRENTÉ PAR DES ÉVÉNEMENTS EXCEPTIONNELS, GÉNÉRATEURS, POUR CERTAINES CATÉGORIES DE LA POPULATION, DE SITUATION DE CRISES.

Plusieurs éléments de réflexion ont été retirés de la bibliographie historique.

Le sud Guidimakha connaît des périodes de disettes voire de crises alimentaires depuis 1850 au moins ; ce qui questionne l'image du Guidimakha comme « région grenier » de la Mauritanie. Ces crises apparaissent multifactorielles et sont autant générées par des déterminants socio politiques que climatiques. Ce regard rétrospectif montre en outre que le territoire est différemment impacté selon le profil des années précédentes. L'évaluation des risques et capacités de résilience doit être ainsi appréhendée sur des séquences pluriannuelles.

L'analyse comparative de l'impact des premières années sèches de la décennie 1970 sur différentes régions et systèmes d'activités du sud mauritanien montre en outre que la maîtrise politique du territoire est un déterminant fort de la flexibilité des sociétés et familles et ainsi de leurs capacités de résilience.

Cette revue montre ensuite qu'il y a lors de certaines crises des « gagnants », à côté des « perdants ». Si l'on évoque la production pastorale, on peut considérer que chaque crise climatique, économique ou politique du 20^{ème} siècle a agi comme un catalyseur de la concentration des animaux aux mains des acteurs les plus capitalisés.

Finalement, il ressort de l'inventaire, incomplet, que depuis 1989, un évènement exceptionnel avec de forts impacts sur la production agro pastorale locale et/ou les conditions socioéconomiques d'une majorité d'habitants, intervient en moyenne au moins une année sur deux au Guidimakha. Il confirme que ces évènements exceptionnels sont de nature très diverse et que les crises enregistrées dans leur sillage sont en fait multifactorielles.

LA MOBILITÉ DES TROUPEAUX, LA MODIFICATION DE LA COMPOSITION DU CHEPTÉL ET L'INTENSIFICATION EN CAPITAUX SONT AU FONDÉMENT DE LA RÉSILIENCE DES SYSTÈMES D'ÉLEVAGE

La région est le siège d'une activité pastorale intense. Une large majorité de familles y résidant possèdent des petits ruminants ou des bovins. D'autre part, en saison sèche chaude, les troupeaux des régions de l'ouest et du nord y convergent pour séjourner ou se rendre au Mali et au Sénégal puis en revenir. L'évolution du cheptel régional suit depuis les années 1980 deux tendances, retrouvées à l'échelle nationale : (i) croissance modérée des effectifs de bovins, (ii) croissance plus soutenue de ceux des petits ruminants. Les effectifs régionaux sont estimés à 500 000 petits ruminants (4% des effectifs nationaux EN), 250 000 bovins (17% des EN) et 70 000 dromadaires (6% des EN).

Les chiffres officiels font état de moins de 10 000 abattages par an. La consommation de lait frais (chèvre et vache), bien plus que celle de viande, est à la base de l'alimentation en protéines animales dans la région. Les exportations annuelles du Guidimakha vers Nouakchott étaient estimées à près de 190 000 petits ruminants et à 33 000 bovins il y a une dizaine d'années auxquelles s'ajoutent les exportations vers le Sénégal. Si la part de l'élevage local et de l'élevage transhumant dans ces exports est difficile-

ment quantifiable, ces chiffres illustrent la fonction économique de l'élevage ainsi que le degré d'intégration de la région aux marchés nationaux et sous régionaux. Le Guidimakha est un des territoires stratégiques du pays pour l'élevage.

Différents systèmes d'élevage cohabitent dans la région se différenciant essentiellement par le degré de mobilité des troupeaux, la composition et l'intensité en capital et en travail. Plus la mobilité est réduite et plus l'intensité en travail et en capital est importante. Historiquement, c'est en changeant de parcours que l'on contourne les effets d'une année/période de crise fourragère à un endroit et un moment donnés. De nouvelles tendances s'observent depuis les années 1970-80. Tout d'abord, la modification de la composition du cheptel, avec une part croissante des petits ruminants en valeur absolue et relative. Cette première tendance de fond s'explique par le fait que ces espèces sont plus rustiques que les bovins et par l'augmentation de la demande, particulièrement en ovins : 600 000 moutons ont été exportés sur pied vers Dakar à l'occasion de la tabaski 2019 depuis la Mauritanie.

Ensuite, l'intensification en capitaux notamment pour l'achat d'intrants alimentaires et vétérinaires, plus rarement, pour la réalisation d'infrastructures. Cette dynamique permet de contrebalancer les contraintes d'accès aux pâturages et à l'eau liées aux aléas environnementaux, à la concurrence sur l'espace et ressources et aux entraves à la mobilité animale. Ces dernières vont croissantes du fait des dynamiques d'enclosure des espaces cultivés, où fourrage et ressource en eau de surface se concentrent (cf. §4), des aléas politiques et sanitaires qui se traduisent par la fermeture des frontières ou encore des problèmes de vocation parmi les jeunes issus des familles de bergers.

LA NATURE DU SYSTÈME SEMENCIER ET LE CARACTÈRE EXTENSIF DES PRATIQUES SONT AUX FONDEMENTS DE LA RÉSILIENCE DES SYSTÈMES DE CULTURE DE SORGHO EN SEC.

La production céréalière au Guidimakha est largement dominée par la production sèche de sorgho. Celle-ci atteindrait en moyenne 14 000 tonnes annuelles ces 5 dernières années, moins de 20% donc de la production céréalière nationale. La production, très majoritairement manuelle, se concentre autour des oueds et dans les zones inondables. Elle recule sur les zones exondées (dieri). Cette production stagne depuis les années 1980. Elle décline relativement à la population. En 2017, elle concernait 72% des familles.

La fréquence des événements exceptionnels, la précarité foncière de nombreux agriculteurs, l'évolution des habitudes alimentaires des Guidimakhankés ou encore la nature des politiques publiques sont autant d'éléments peu favorables à la production de sorgho. Le fait que les Guidimakhankés produisent en moyenne 14 000 tonnes de sorgho (pluvial, décrue) est donc la preuve d'une résilience voire d'une résistance certaine.

Cette capacité de résilience s'explique par la nature du système semencier, caractérisé par une biodiversité importante dominée par des écotypes de pays permettant de valoriser différentes parties de l'écosystème tout en gérant les risques sanitaires, et par des modalités d'approvisionnement indépendantes de soutien extérieur. Elle s'explique ensuite par le fait que les systèmes de culture dominants sont extensifs en capitaux. Dès lors qu'un actif dispose d'un accès au foncier, des savoirs faire et de la force physique nécessaires, il peut se lancer dans la culture céréalière même sans grande capacité financière et après plusieurs années difficiles.

On a pu toutefois recenser çà et là de réelles dynamiques d'intensification en capitaux des systèmes de culture céréalières pluviaux. Elles concernent essentiellement les localités les plus anciennes et certaines des familles fondatrices de celles-ci. Dans un contexte de forte croissance démographique et de contestation sociale latente, elles visent autant à garantir les niveaux de production qu'à sécuriser un patrimoine foncier de plus en plus convoité: les zones de bas-fonds et de culture de décrue.

L'ÉLEVAGE, LA MOBILITÉ DES ACTIFS ET LA DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE QU'ELLE PERMET SONT DES CLÉS DE LA RÉSILIENCE ALIMENTAIRE DES MÉNAGES...A CERTAINES CONDITIONS.

En novembre 2017, 90% des familles du Guidimakha affichaient un profil de consommation alimentaire jugé conforme aux normes du PAM. La corrélation entre le profil des activités menées par les familles et le niveau de leur Score de Consommation Alimentaire (SCA, cf. annexe 2) a été testée. Les résultats de cette analyse confortent les hypothèses avancées et permettent de les préciser et nuancer.

Le premier constat est celui d'une absence de corrélation entre le fait de cultiver des céréales sèches (tous systèmes de culture et surfaces confondus) et le fait d'avoir un bon SCA : il n'est ni suffisant ni même nécessaire de cultiver du sorgho pour avoir un

bon niveau de sécurité alimentaire. Ce constat confirme la déconnexion entre le niveau de sécurité alimentaire et le niveau de la production céréalière locale. Le riz et le blé sont à la base des préférences alimentaires régionales, bien plus que le sorgho. La dernière crise alimentaire majeure qui a frappé la région, en 2007-2008, est consécutive à la hausse du prix de ces deux céréales, non à une crise de la production de sorgho. Pour autant, près de ¾ des familles cultivaient ces céréales en 2017. Extensive en capitaux, donc de ce point de vue accessible à tous, elle permet en outre de produire du fourrage pour le bétail et de marquer l'espace dans un contexte de pression foncière croissante. On doit aussi relever que les termes de l'échange entre sorgho et céréales importées sont favorables, notamment pour le fella, variété de sorgho la plus appréciée des consommateurs.

Le constat est inverse en ce qui concerne l'élevage : le fait d'élever des ruminants est toujours associé à un meilleur SCA. L'élevage est une activité moins risquée, plus rémunératrice et moins pénible que l'agriculture en sec avec notamment un marché très porteur, en particulier pour les ovins. Il n'est pas surprenant dans ces conditions que les efforts d'intensification en capitaux s'observent avant tout sur l'élevage. Pour autant, l'activité comporte des risques comme les vols (zone frontalière) et suppose de pouvoir mobiliser des fonds quelquefois conséquents en cas de soudure ou de problème sanitaire. L'accès au rakal, aliment pour bétail, apparaît comme un enjeu stratégique.

L'analyse par cluster suggère que la diversification des activités est une stratégie gagnante : plus le système d'activités est diversifié et meilleur est le SCA. En première approximation, on peut considérer que la polyvalence des actifs familiaux est déterminante pour obtenir un bon SCA. Autrement dit, c'est en combinant agriculture, élevage à des activités extra agropastorales que l'on peut garantir un accès satisfaisant à l'alimentation. Cette conclusion doit cependant être nuancée, une diversification trop importante s'apparentant davantage à de la débrouille qu'à une stratégie réelle de résilience.

La diversification du système d'activités suppose la mobilité d'une partie des actifs dans la mesure où les opportunités de diversification sont localement restreintes. Toutefois, il ressort de notre analyse que le fait qu'une famille comporte un/des actif(s) en mobilité contribuant au revenu de la famille n'est pas toujours significativement corrélé à un meilleur SCA. Le type d'activité menée à l'extérieur du terroir conditionne en effet l'importance et la fréquence des transferts monétaires qu'il faut également rapporter à la taille

du noyau familial. Il faut également considérer l'impact de l'action des collectifs de ressortissants du Guidimakha établis dans le monde. Ces collectifs parviennent, pour certains, à avoir un impact significatif positif sur l'accès aux « services de base », en particulier à l'eau potable (Grdr, 2019c).

Ces nuances apportées, on retiendra que les systèmes d'activités localisés de la première moitié du 20^{ème} siècle ont laissé la place à des systèmes d'activités multi-situés et diversifiés et que la polyvalence des actifs et les mobilités humaines sont une condition du maintien d'une majorité de personnes davantage qu'un marqueur de crise.

CONCLUSION : DE L'IMPORTANCE DE SÉCURISER LES MOBILITÉS GÉOGRAPHIQUES ET DE SOUTENIR LA MOBILITÉ SOCIALE

Les éléments exposés ici confirment à quel point l'analyse de la résilience (agro pastorale) est exigeante. Ils mettent en relief le rôle prépondérant des déterminants socio-politiques dans les orientations du système alimentaire régional. Ils confortent l'hypothèse d'une déconnexion entre niveau de production locale de céréales et sécurité alimentaire et rappellent que l'élevage, particulièrement de petits ruminants, représente un des éléments déterminant assez largement la capacité des familles à faire face aux aléas politiques, économiques et climatiques caractérisant le contexte. Mais ces travaux montrent que c'est finalement par la combinaison de multiples activités que les familles du Guidimakha parviennent, avec des degrés divers de réussite, à sécuriser leur alimentation et à accomplir leur projet de vie. Les complémentarités et synergie entre agriculture et élevage sont bien réelles. Mais il faut également considérer la part conséquente et croissante de « l'extra agro pastoral » dans l'économie de la région, développement que l'on doit largement à la mobilité des actifs, à leur capacité à circuler.

Loin d'être exotique, exceptionnelle ou récente, la mobilité des actifs est une caractéristique structurelle et historique des familles établies au Guidimakha et dans tout le Sahel occidental que l'on retrouve d'ailleurs dans plusieurs continents. Au Guidimakha comme dans d'autres régions du monde « l'ancrage local et la migration sur les deux revers de la même médaille » (Valette, 2015). Cette mobilité doit être soutenue et sécurisée dans toutes ses dimensions. La mobilité géographique tout d'abord. La mobilité sociale enfin et peut-être surtout : sans changements socio-fonciers significatifs dans les prochaines décennies, les risques de conflits ne manqueront pas de s'accroître au Guidimakha comme dans d'autres régions du Sahel avec les conséquences que l'on connaît.

SOMMAIRE

PRÉFACE

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS	6
REMERCIEMENTS	7
SYNTHÈSE	8

INTRODUCTION

DE LA NÉCESSITÉ DE RENOUVELER LE REGARD SUR LES LIENS ENTRE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET PRODUCTION AGRO PASTORALE AU GUIDIMAKHA	13
---	----

PARTIE 1

LE CONTEXTE RÉGIONAL « NORMAL », LES ACTEURS ET FACTEURS L'INFLUENCANT	16
--	----

1-1 Le cadre physique de la production agropastorale : diversité et variabilité caractérisent le milieu.	18
1-2 L'influence majeure de l'Etat sur le cadre de production agro pastorale et les conditions de vie au Guidimakha.	20
1.3 Le poids significatif du système de « l'aide au développement » dans la région et les autres acteurs en présence.	22
1-4 Une croissance démographique soutenue, des jeunes de plus en plus nombreux. Une pression foncière qui s'accroît dans un contexte d'inégalités sociales marquées et stables.	24
1-5 Des standards de vie en évolution.	26

PARTIE 2

ÉVOLUTIONS RÉCENTES DES NIVEAUX DE PRODUCTION AGROPASTORALE AU GUIDIMAKHA	28
---	----

2-1 La Mauritanie est un pays exportateur de bétail et importateur de céréales.	30
2-2 Le Guidimakha, région carrefour de la transhumance transnationale, demeure le siège d'une activité pastorale intense.	32
2-3 La production céréalière du Guidimakha stagne en valeur absolue depuis les années 1970 et décline relativement à la population. Elle joue désormais un rôle marginal dans l'alimentation des Guidimakhankés.	34
2-4 Le Guidimakha importe au moins les 2/3 de sa consommation céréalière. La notion de soudure alimentaire n'est pas adaptée à ce contexte.	37

PARTIE 3

ÉVÉNEMENTS EXCEPTIONNELS ET SITUATIONS DE CRISE AU GUIDIMAKHA : QUELQUES ENSEIGNEMENTS DE L'HISTOIRE RÉCENTE	38
--	----

3.1 Enseignements des crises alimentaires de la période 1850-1950 et la sécheresse des années 1970.	40
3.2 Des événements exceptionnels interviennent en moyenne une année sur deux au Guidimakha.	41

PARTIE 4

MÉCANISMES DE LA RÉSILIENCE DES SYSTÈMES CÉRÉALIERS, D'ÉLEVAGE ET DE L'ALIMENTATION DES GUIDIMAKHANKES	44
--	----

4.1 La mobilité des troupeaux, la modification de la composition du cheptel et l'intensification en capitaux sont au fondement de la résilience des systèmes d'élevage.	46
4.2 La nature du système semencier et le caractère extensif des systèmes de culture majoritaires sont au fondement de la résilience de la production céréalière au Guidimakha.	48
4.3 Une tendance à l'intensification en capitaux des systèmes céréaliers est observée dans les localités et familles disposant de la meilleure assise foncière.	49
4.4 L'élevage, la mobilité des actifs et la diversification économique qu'elle permet sont des clés de la résilience alimentaire des ménages...à certaines conditions.	51

CONCLUSION

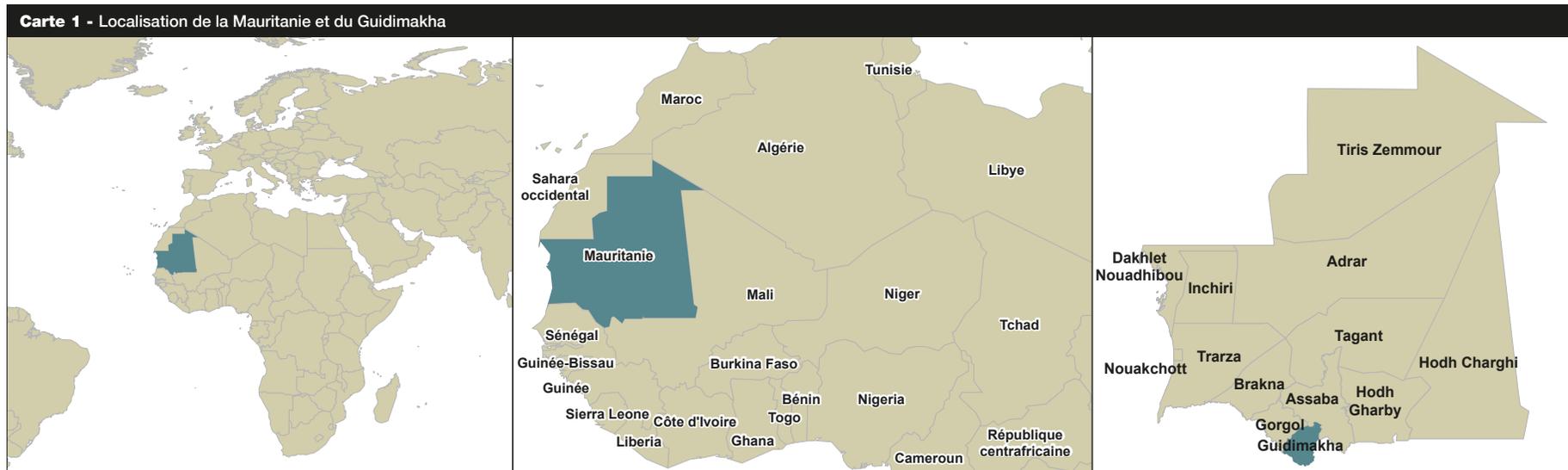
DE L'IMPORTANCE DE SÉCURISER LES MOBILITÉS GÉOGRAPHIQUES ET DE SOUTENIR LA MOBILITÉ SOCIALE	54
---	----

BIBLIOGRAPHIE	55
LISTE DES CARTES, ENCADRÉS ET TABLEAUX, LÉGENDE DES PHOTOGRAPHIES.	58

INTRODUCTION



DE LA NÉCESSITÉ DE RENOUVELER LE REGARD SUR LES LIENS ENTRE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET PRODUCTION AGRO PASTORALE AU GUIDIMAKHA



Le tracé des limites n'a pas de valeur juridique et ne saurait engager la responsabilité du GRDR et de ses partenaires

Le Guidimakha, région du sud-est de la Mauritanie frontalière du Sénégal et du Mali (**Carte 1**), est souvent présentée comme une région à « vocation » agro-pastorale du fait qu'elle bénéficie d'une pluviométrie plus élevée que les autres régions mauritaniennes, qu'elle est riveraine du fleuve Sénégal et que sa population est en majorité rurale. Les Guidimakhankés apparaissent, selon ces mêmes sources, avant tout comme des ruraux agro pasteurs dont l'économie et l'alimentation dépendraient directement des activités agricoles et d'élevage.

Deux liens directs sont ainsi implicitement établis. D'abord entre climat et orientation économique d'un territoire : à une pluviométrie élevée correspondrait une plus forte production agro pastorale potentielle d'où une vocation agro pastorale présentée comme naturelle. Ensuite entre ruralité et paysannerie : toute personne vivant en milieu rural est réputée avant tout paysanne et tout paysan est réputé vivre essentiellement des activités agropastorales.

Le programme pour le Renforcement Institutionnel en Mauritanie pour la Résilience Agro Pastorale (RIM-RAP) a été établi sur la base de cette vision dominante puisqu'il

se donne pour objectif d'« améliorer la gouvernance de l'accès aux ressources naturelles » de régions méridionales du pays, dont le Guidimakha, dans l'objectif de « renforcer la résilience des populations vulnérables à l'insécurité alimentaire ».

C'est pourtant autour de la remise en question de cette « vision agro centrée » du Guidimakha que le présent travail a été construit.

Pour étayer cette démarche, qui s'inscrit dans la continuité de travaux antérieurs (Grdr, 2011), on peut rappeler que la dernière crise alimentaire majeure qui a frappé le Guidimakha, en 2007-2008, est consécutive à la hausse du prix du riz et du blé sur les marchés internationaux, non à une crise de la production céréalière locale. Plus largement, le contraste entre la démographie régionale (le Guidimakha est la région de Mauritanie qui a connu la plus forte croissance de population sur la dernière période intercensitaire) et les dynamiques de la production agro pastorale interpelle et conforte l'hypothèse d'une déconnexion entre production locale et résilience de la population (**encadré 1**).

Encadré 1 - Une définition de la résilience

La résilience peut être définie comme « la capacité des communautés et systèmes à faire face aux chocs, mais aussi à s'y préparer, voire à les éviter et s'y adapter sur le long terme » (Lallau et al. 2018). Nécessairement multidisciplinaire, elle doit porter sur différentes échelles spatiales et temporelles ainsi que sur différents (sous)-systèmes. Elle demande en conséquence une maîtrise de l'histoire des territoires et des trajectoires des différents systèmes considérés. Elle suppose enfin la mise en relief des différentes formes de capital (financier, social, culturel, symbolique) conditionnant les capacités de résilience ainsi qu'une connaissance fine de l'environnement socio politique influençant les acteurs des systèmes considérés.

Le présent travail, mené dans le cadre du projet de Résilience Agro Pastorale Concertée au Guidimakha (RAPAC-G), cofinancé par le programme RIMRAP, repose ainsi sur trois hypothèses principales:

- Les liens entre sécurité alimentaire et niveau de production agro pastorale local ont évolué depuis les années 1960 du fait notamment de l'évolution des normes alimentaires et, plus largement, des normes de consommation. Reprenant une thèse déjà ancienne pour le Sahel et d'autres régions du monde (Courade, 1989), on postule qu'il y a, au Guidimakha, une « certaine dissociation entre risque agricole et risque alimentaire » et que cette dissociation va grandissante ;
- la diversification économique par la mobilité d'une partie des actifs est une stratégie centrale de nombreuses familles pour accéder à l'alimentation et plus largement accomplir leur projet de vie ;
- les déterminants d'ordre sociopolitique sont aussi importants que les déterminants pédoclimatiques dans les orientations du système alimentaire régional et les choix des familles.

Notre analyse, non exhaustive, se concentre sur le système céréalier dominant (sorgho cultivé en sec), les systèmes d'élevage ainsi que les systèmes d'activités familiaux et leurs dynamiques sur la période récente (1960-2020).

Elle s'appuie sur le bilan d'actions menées dans la région ces quinze dernières années ainsi que sur plusieurs travaux menés dans le cadre du projet RAPAC-G:

- Une étude statistique menée en novembre 2017 portant sur plus de 4000 ménages visant à mesurer le degré de corrélation entre le Score de Consommation Alimentaire (SCA- cf. **annexe 2**) et autres composantes (foncier, assolement, mobilités, élevage, ...) ;
- Des études thématiques : étude d'occupation du sol dans 3 terroirs villageois (sortie de l'hivernage 2018), recensement d'initiatives localisées à l'échelle villageoise/ménages pour soutenir la résilience agro-pastorale (Rhizome), étude sur l'approvisionnement en céréales et la réponse à deux crises de nature différente (crise des prix 2007-2008) et crise de production (Ourabah et Carcassès 2019), diagnostics villageois prospectifs concertés (En Haut !), etc. ;
- Une revue bibliographique, facilitée notamment par le fait que le Grdr s'investit depuis au moins 20 ans dans la production de connaissances sur les questions agricoles et pastorales et la sécurité alimentaire dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal.

Ces travaux, valorisés sous un format volontairement synthétique inspiré de la collection « Maps and facts » du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (RPCA, 2016), ont pour objectif de donner à voir un point de vue renouvelé sur les liens existants entre dynamiques agropastorales et sécurité alimentaire au Guidimakha.

L'orientation du document et les résultats ici exposés, ont été préalablement discutés au sein d'un « comité éditorial » composé du Ministère du Développement Rural (MDR), de la délégation de l'Union Européenne à Nouakchott (DUE), de l'assistance technique du programme RIM-RAP, de la GIZ, des partenaires du RAPAC-G (AMaIG, ACF-E, Tenmya) et de personnes ressources proches du Grdr.

Les éléments exposés ici visent davantage à alimenter la poursuite des débats alors enclenchés qu'à présenter une position consensuelle et définitive.



An aerial photograph of a town with traditional mud-brick buildings. A prominent mosque with two tall minarets is visible in the center. A wide river flows through the background. The scene is set in a semi-arid environment with some greenery and trees scattered throughout the town.

1

LE CONTEXTE RÉGIONAL
« NORMAL »
LES ACTEURS ET FACTEURS L'INFLUENCANT

1.1 LE CADRE PHYSIQUE DE LA PRODUCTION AGROPASTORALE : DIVERSITÉ ET VARIABILITÉ CARACTÉRISENT LE MILIEU.

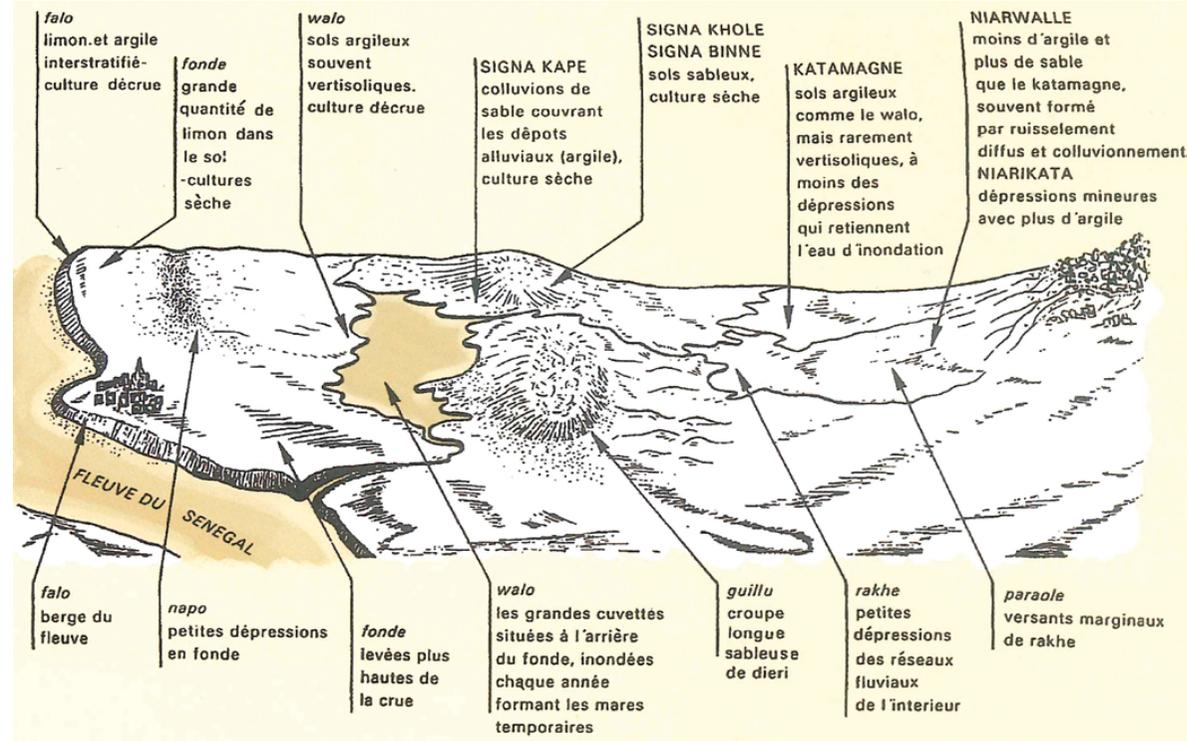
Les différentes unités morpho-pédologiques de la région, qui ont chacune un nom spécifique dans les langues locales majoritaires (puular et soninké), font l'objet d'une mise en valeur différenciée et dynamique au cours de l'année (**Figure 1**).

Le réseau hydrographique est structuré par le fleuve Sénégal alimenté depuis le Fouta Djallon et par trois oueds majeurs qui y affluent en saison des pluies: le Karakoro, le Garfa et le Niardel (**Cartes 2 et 3**). Les mares, en majorité temporaires, sont nombreuses et font l'objet d'une exploitation pour différents usages : abreuvement du bétail, pêche, agriculture de décrue, production de briques en terre crue, travaux ménagers etc. Les réserves en eaux souterraines, dont les volumes sont encore mal connus, se rechargent pour certaines d'entre elles grâce aux pluies saisonnières. Elles alimentent de nombreux habitants en eau, via des puits et forages.

Ce réseau est alimenté par des pluies saisonnières généralement concentrées sur 3 mois (juillet-septembre). La pluviométrie varie selon un gradient nord-sud : sur la période 1994-2017 elle a en moyenne atteint 370 mm à Ould Yengé, 540 mm à Sélibaby et 570 mm à Gouraye.

L'analyse des cumuls pluviométriques (**Figure 2**) sur le temps long (1933-2017) à Sélibaby met à jour une alternance entre des périodes particulièrement humides (1933-1940 et 1950-1967 avec des moyennes annuelles d'environ 680 mm) et deux périodes particulièrement sèches (1940-1944, moyenne de 485 mm et 1970-1992, moyenne de 420 mm). La période sèche de 1970-1992, la plus longue et la plus accentuée, a fortement marqué la région ainsi que les représentations de celle-ci.

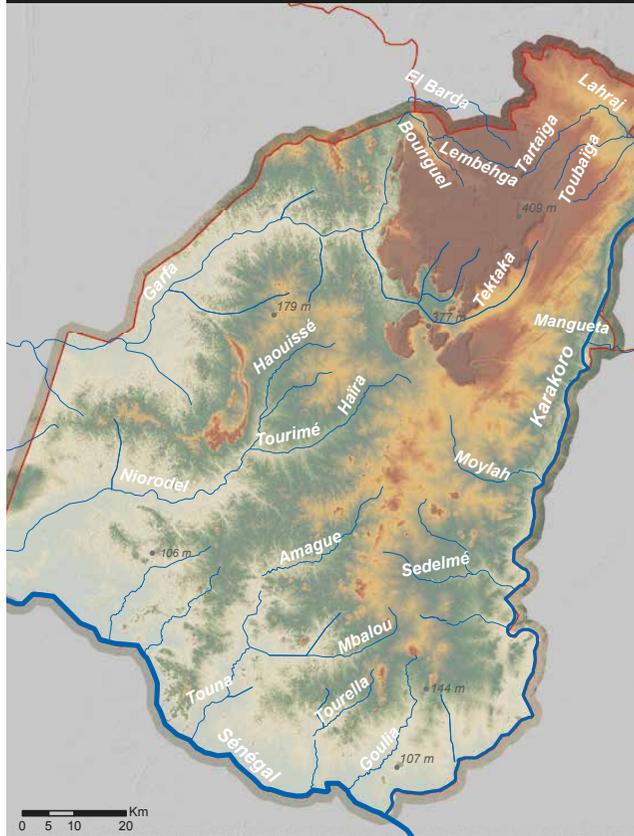
Figure 1 - Les unités morpho pédologiques au Guidimakha mauritanien



L'analyse de la dynamique des cumuls pluviométriques (valeur absolue et niveau de variabilité inter annuelle) montre une tendance nette à la reprise depuis 1970 et à la stabilisation depuis 1996. Cette dynamique positive reste largement occultée par la persistance de représentations issues de la période sèche précédente. Cela étant dit, la variabilité demeure une caractéristique de la pluviométrie de ces vingt dernières. A titre d'illustration, la durée moyenne de l'hivernage est d'environ 75 jours sur la période 1994-2017, avec un écart-type de plus ou moins 25 jours. En d'autres termes, des saisons des pluies enregistrant des cumuls identiques ou proches peuvent avoir des profils très différents avec des précipitations plus ou moins concentrées.

On retiendra ainsi qu'à la reprise de la pluviométrie observée ces trente dernières années se conjugue une forte variabilité interannuelle, davantage dans la répartition des pluies que dans les cumuls. Les agropasteurs doivent ainsi composer avec une pluviométrie structurellement aléatoire.

Carte 2 - Relief du Guidimakha



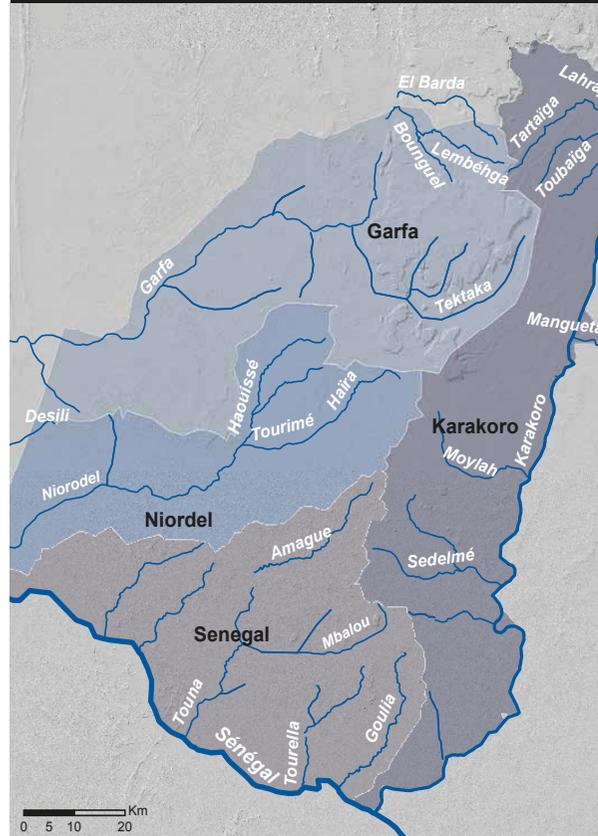
Altitude en mètres



Sources

Morphologie : Modèle Numérique de Terrain (MNT), Aster GDEM V3
 Réseau hydrographique : Ministère des Mines et de l'Industrie, 2008 (tracé) et cartes IGN 1 : 200 000 (dénomination)
 Bassins versant : GTZ, 2008

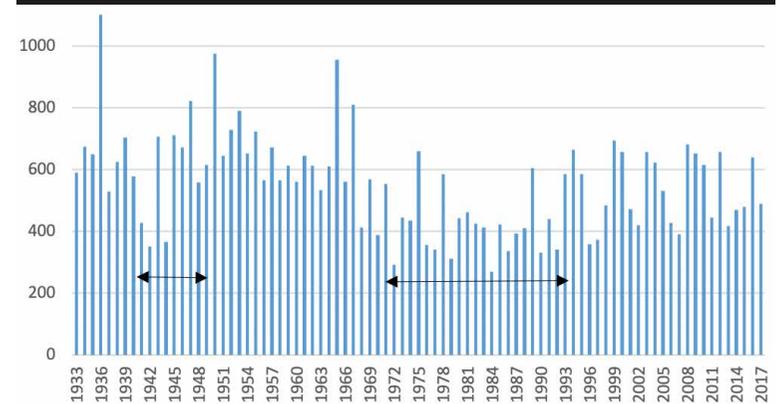
Carte 3 - Réseau hydrographique et bassins versant du Guidimakha



Garfa Tracé et dénomination de cours d'eau

Garfa Limite et dénomination de bassin versant

Figure 2 - Cumuls des précipitations enregistrées à Sélibaby de 1933 à 2017



1.2 L'INFLUENCE MAJEURE DE L'ÉTAT SUR LE CADRE DE PRODUCTION AGRO PASTORALE ET LES CONDITIONS DE VIE AU GUIDIMAKHA.

L'Etat, bien que considérablement affaibli et remodelé par les politiques d'ajustement structurel des années 1980-1990, demeure un des acteurs les plus structurants de l'environnement au Guidimakha. Tout d'abord par son rôle en matière de régulation commerciale et de contrôle des frontières. Ainsi, le prix des céréales importées, au cœur de la sécurité alimentaire régionale, ou encore la mobilité animale transfrontalière sont directement influencés par son action et celle des pays voisins. Ensuite par ses actions visant à faciliter l'accès à des services (santé) et à des aliments de base (céréales, huile, sucre) : plus de 70% des localités déclarent avoir reçu un appui de l'Etat en matière de santé et d'aide alimentaire sur la période 2012-2017 (**Carte 4 et 5, annexe 3**). Le rattachement du Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA), acteur principal de l'aide alimentaire en Mauritanie, à la primature illustre l'importance que le pouvoir accorde aux distributions et subventions alimentaires. La place de ce dispositif au sein de l'appareil étatique, la fréquence et l'ampleur de son action n'ont pas d'équivalent dans les autres pays du sahel occidental et font une des spécificités de l'Etat Mauritanien.

En matière d'investissement dans le développement agropastoral, l'effort de l'Etat apparaît relativement modeste. D'une part, le budget consacré à ce secteur est historiquement faible. Sur la période 2010-2014, il a été inférieur à 6% du budget national, dont 50% provenant de l'Aide Publique au Développement (APD), cela alors que la Mauritanie est signataire de l'accord de Maputo¹. Ensuite, le Guidimakha n'a été concerné que marginalement par la politique de développement de l'agriculture irriguée, secteur de concentration de l'Etat. Fait marquant, seul un tiers des localités de la région déclarent avoir reçu un appui de l'Etat dans le domaine de l'agriculture ou de l'élevage sur la période 2012-2017. En matière d'agriculture, l'action étatique dans la région se matérialise essentiellement par la mise à disposition, sur une base irrégulière et discriminante, d'intrants (semences, engrais chimiques, produits phytosanitaires) et la réalisation ou l'entretien d'infrastructures (digues filtrantes, micro-barrages, clôture de périmètres cultivés etc.). En matière d'élevage, la région bénéficie de campagnes de vaccination et de distribution d'aliment bétail subventionné.

En revanche, les dispositions prises par l'Etat en matière de régulation foncière, du pastoralisme et, plus largement, d'exploitation des ressources naturelles ont contribué à modifier significativement le contexte de la production agropastorale au Guidimakha.

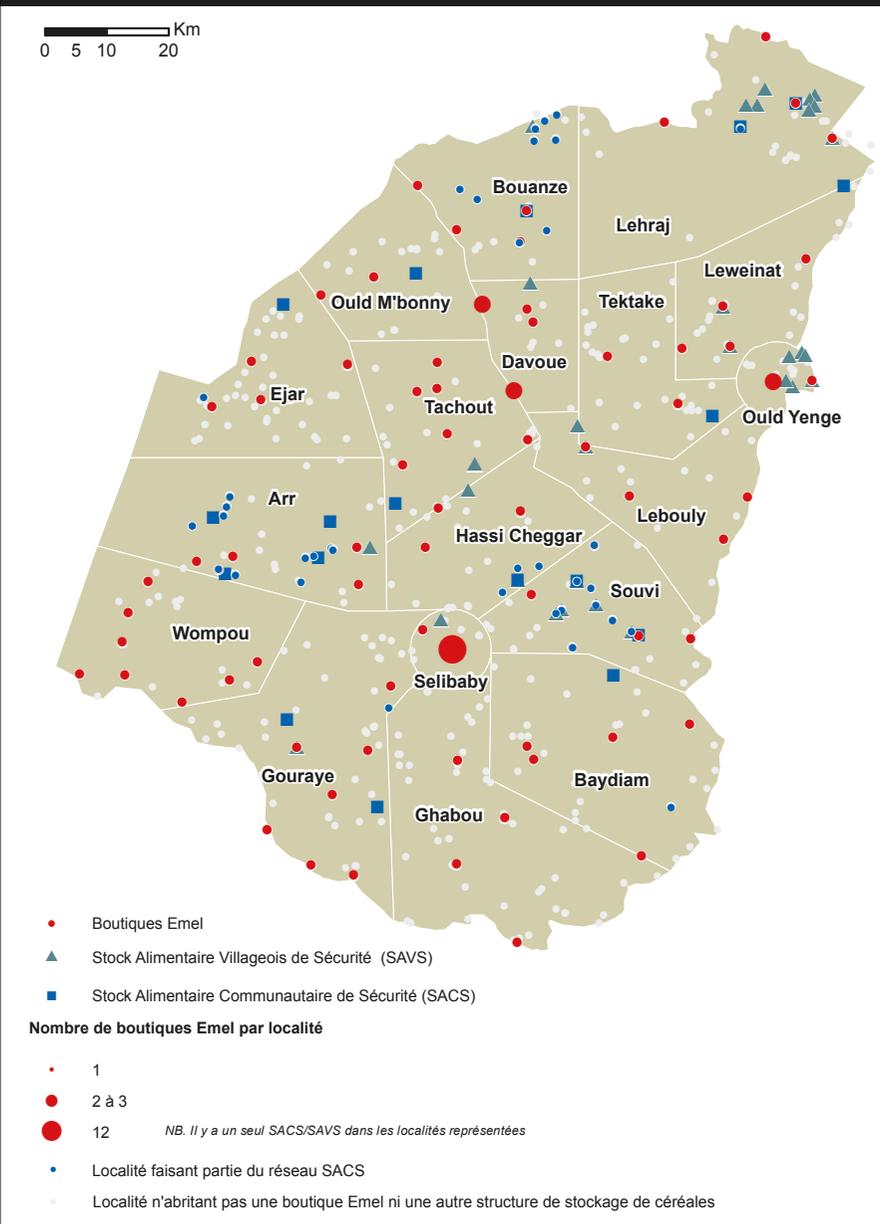
La loi foncière (1983), qui dispose que la terre appartient à ceux qui la cultivent et que « la tenure foncière traditionnelle est abolie », est probablement l'une des lois ayant potentiellement le plus d'impact sur les conditions de production agropastorale. Jusque dans les années 1970 en effet, nombreux étaient les cultivateurs qui exploitaient la terre en faire valoir indirect et dans des conditions particulièrement défavorables vis-à-vis des propriétaires, aussi bien dans les localités se revendiquant soninké, wolof, puular que maure. Cette loi, conçue pour promouvoir le développement d'entreprises agricoles spécialisées dans la riziculture irriguée dans des régions comme le Trarza, fait l'objet de diverses interprétations et n'est pas dans les faits toujours considérée au Guidimakha mais elle offre potentiellement des recours aux cultivateurs issus de familles d'ascendance servile (cf. §1.4).

Le Code Pastoral (adopté en 2000) offre de son côté une référence légale aux nombreux acteurs de l'élevage transitant au Guidimakha ou y étant établis. Ce texte qui dispose (article 13) que « l'espace pastoral (...) est réservé *exclusivement* aux activités du pastoralisme » prend à contrepied le fait que, dans la pratique, de nombreux espaces sont mis en valeur pour des usages multiples (agriculture, élevage, cueillette, etc.). Il met toutefois l'accent (article 18 à 21) sur la nécessaire concertation entre parties prenantes (élus locaux, services déconcentrés du développement rural et de l'environnement, organisations locales d'éleveurs et d'agriculteurs) pour définir et aménager les espaces pastoraux et réguler les mouvements.

Le Code Forestier (adopté en 1997) en précisant, entre autres, les modalités à suivre pour le défrichage (Titre III), les modalités de classement (Titre IV) ou les droits d'usage (Titre V) constitue une autre référence légale influençant le cadre de la production agropastorale.

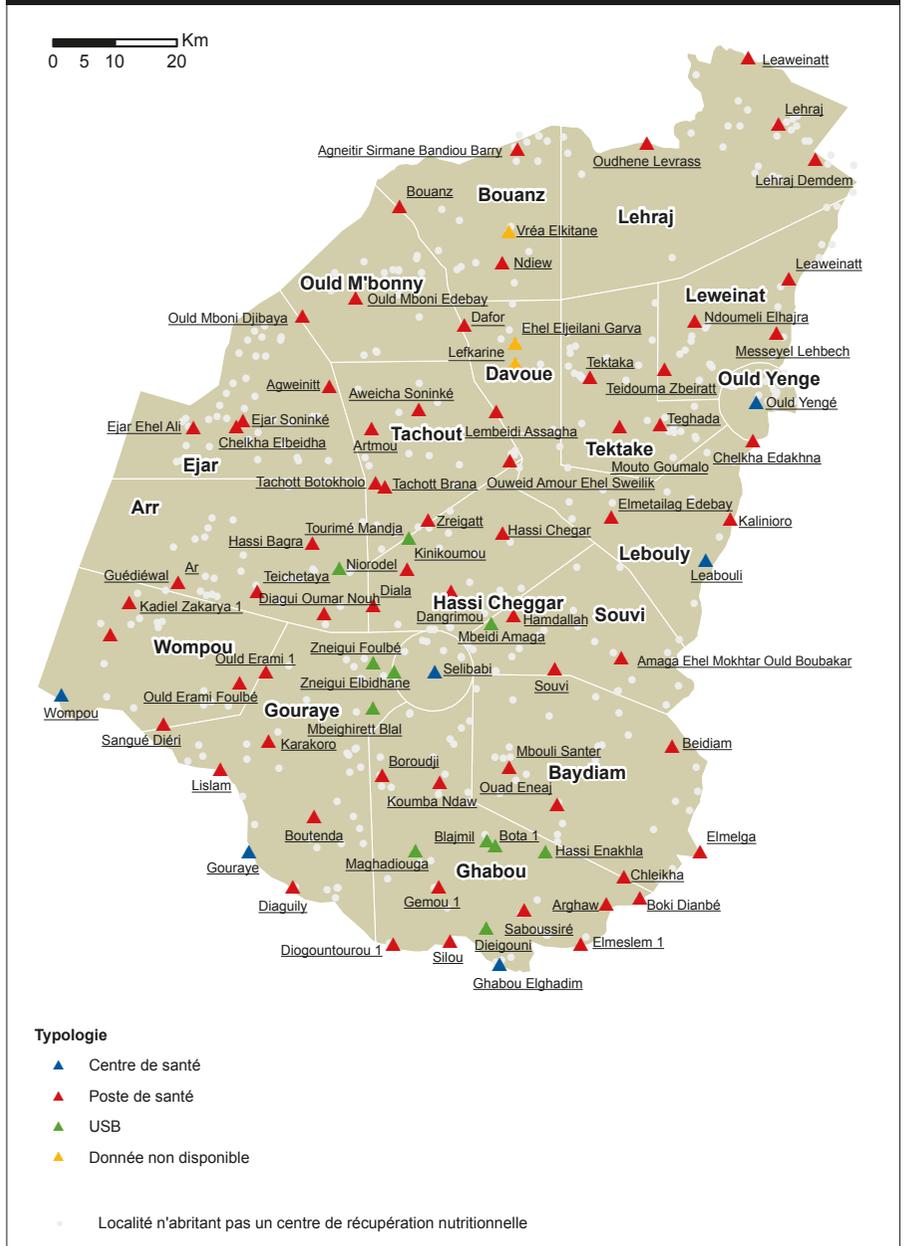
1. Accord signé en 2003 à Maputo au terme duquel les Etats africains signataires- dont la Mauritanie- s'engageaient à consacrer au moins 10% de leurs dépenses publiques au secteur de l'agriculture.

Carte 4 - Localisation de points de vente de vivres subventionnés (boutiques Emel, SACS et SAVS) soutenus par l'Etat et/ou des ONG au Guidimakha



Sources
 Limites administratives : HDX - WFP et OCHA, 2017 - Dénomination : ONS, 2013
 Boutiques Emel : CSA, 2019 ; SAVS et SACS, Grdr 2020

Carte 5 - Localisation des centres de récupération nutritionnelle au Guidimakha



Sources
 Limites administratives : HDX - WFP et OCHA, 2017 - Dénomination : ONS, 2013
 Centres de récupération nutritionnelle : DRAS, 2019 ; ACF, 2018 ; Au secours, 2018

1.3 LE POIDS SIGNIFICATIF DU SYSTÈME DE « L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT » DANS LA RÉGION ET LES AUTRES ACTEURS EN PRÉSENCE.

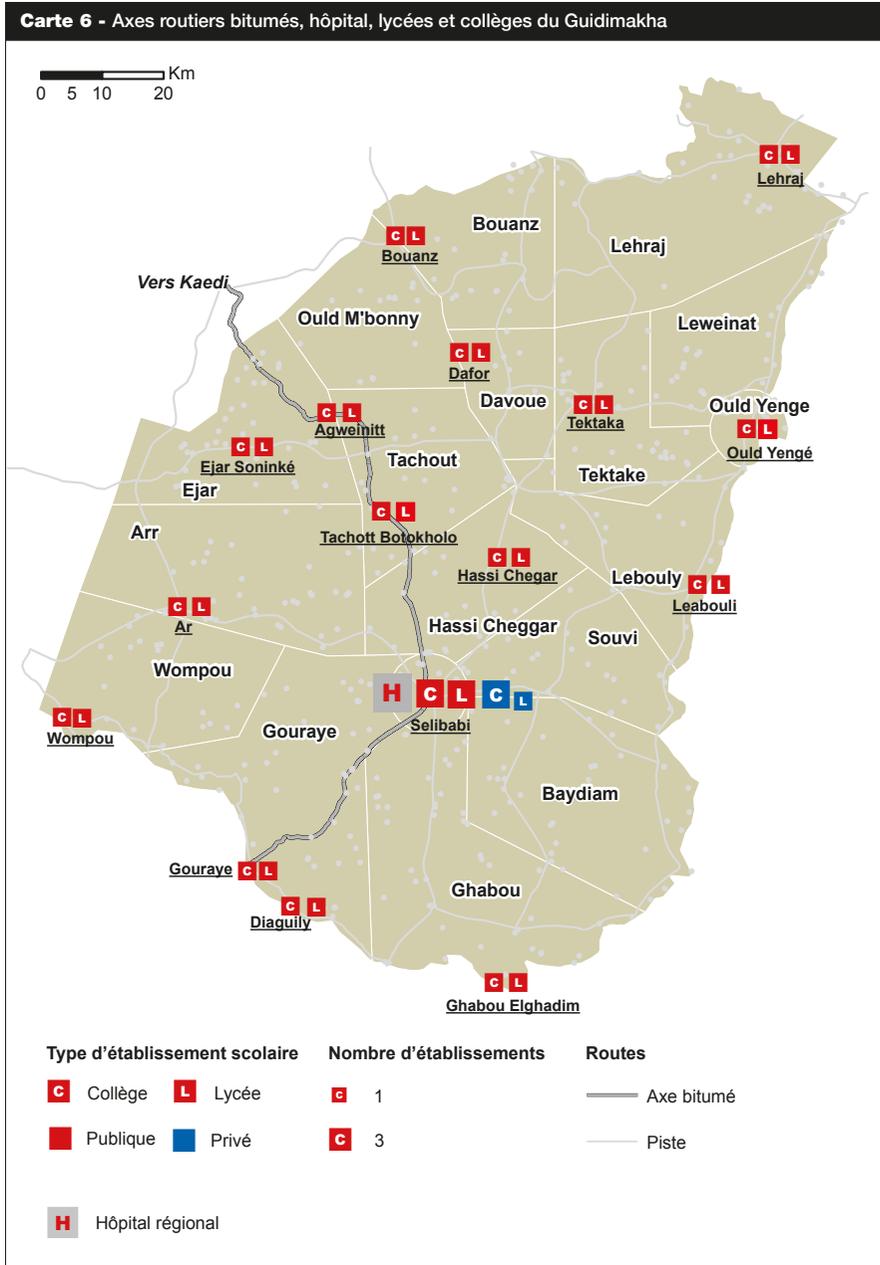
L'Aide Publique au Développement a également un poids important au Guidimakha. Son déploiement se matérialise essentiellement par la mise en œuvre de projets étatiques, conçus avec le concours de l'Etat et s'inscrivant dans les priorités de celui-ci, ou non étatiques, dans lesquelles des Organisations Non Gouvernementales (ONG) et les agences des Nations Unies (Programme Alimentaire Mondial en particulier) jouent un rôle de premier plan. Tenmya, ACF-E ou le Grdr sont parmi les ONG particulièrement actives dans la région. La Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement, le Fonds International de Développement Agricole, l'Union Européenne, l'Agence Française de Développement (AFD) et la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) sont les principaux bailleurs de fonds du Guidimakha.

Les projets se concentrent sur l'amélioration de l'accès aux services de base (santé et eau potable en particulier), l'aide alimentaire (facilité alimentaire de l'Union Européenne, etc.), la gestion des ressources naturelles (PROGRN cofinancé par la GIZ, GITE cofinancé par l'UE), la sécurisation ou le développement de la production agro pastorale (PRAPS, PREVICO, etc.), l'appui à la décentralisation (programme VAINCRE de l'AFD, PAIDEL du Grdr etc.) et la réalisation d'infrastructures. Le bitumage de l'axe Kaédi-Sélibaby et Sélibaby-Gouraye représente une des actions les plus emblématiques de l'Union Européenne dans la région bien que son impact sur le désenclavement doit être nuancé (**Carte 6 et tableau 1**).

Tableau 1 - Accessibilité de la ville de Sélibaby pour des localités du Guidimakha

LORS DE LA SAISON DES PLUIES 2017, LA LIAISON AVEC SÉLIBABY ÉTAIT :	
Toujours possible ou possible la plupart du temps	47 (44%)
Jamais ou rarement possible	43 (40%)
De temps en temps possible	17 (16%)

Source : Enquête Grdr, 2018. n=107 localités



Sources : Limites administratives : HDX - WFP et OCHA, 2017 - Dénomination : ONS, 2013
 Etablissements scolaires : Direction régionale de l'éducation nationale (DREN), 2019
 Réseau routier : Base de données du Ministère des Mines, 2008 (mise à jour de l'axe Sélibaby-Kaédi à partir de «Mauritania Road Network» téléchargées sur HDX, 2019).

Ces bailleurs cofinancent, souvent à des taux élevés, des organisations sous régionales qui interviennent directement ou indirectement au Guidimakha. Il en va ainsi de l'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal (OMVS) qui gère plusieurs barrages hydro-électriques construits sur le fleuve Sénégal, le Comité Inter-états pour la Lutte Contre la Sécheresse au Sahel (CILSS) ou le Commission de lutte contre le Criquet pèlerin dans la région occidentale (CLCPRO).

Si la décentralisation fait, dans une certaine mesure, l'objet d'une attention particulière depuis les années 2000, l'action des collectivités locales (communes) sur les conditions de la production agropastorale reste à ce jour limitée. D'une part les compétences que l'Etat leur a transférées ne concernent pas directement ce secteur. D'autre part, les ressources budgétaires dont elles disposent effectivement apparaissent limitées. A titre d'illustration, les communes de Baidiam et de Arr ont reçu des financements en 2019 qui, ramenés à leur population résidente, sont inférieurs à 3 euros par personne. Cependant, souvent parties prenantes des projets évoqués plus haut, les collectivités locales parviennent quelquefois à favoriser la synergie et/ou les complémentarités entre eux. Elles ont pour certaines développé des capacités à dialoguer avec les associations de leurs ressortissants (« associations de migrants » ou « de la diaspora ») qui mènent, parfois de longue date, des actions dans le domaine de la production agricole (périmètre irrigué, micro-barrages), de la sécurité alimentaire (boutiques de vivres) et de l'accès aux services de base (eau potable en particulier).

Le secteur privé enfin se déploie dans toute la région, notamment dans le commerce (alimentaire) de détail, le transport des biens et des personnes et les télécommunications. La région dispose d'une couverture en téléphonie mobile quasi-totale (**tableau 2**).

Tableau 2 - Accès à quelques services de base pour des localités du Guidimakha			
	RÉSEAU TÉLÉPHONIQUE	INTERNET	SERVICE TAXI
OUI	103 (96%)	47 (44%)	32 (30%)
NON	4 (4%)	60 (56%)	75 (70%)

Sources : Enquête Grdr (2018) n=107 localités

1.4 UNE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE SOUTENUE, DES JEUNES DE PLUS EN PLUS NOMBREUX. UNE PRESSION FONCIÈRE QUI S'ACCENTUE DANS UN CONTEXTE D'INÉGALITÉS SOCIALES MARQUÉES ET STABLES.

La population résidente au Guidimakha est estimée à 267 000 personnes en 2013 contre 177 000 en 2000 (**Carte 7**), soit un taux de croissance annuel moyen estimé à 3,28%, supérieur donc au taux de croissance national (2,77%). Les 15-34 ans (82 500 p.) représentent plus de 30% de la population régionale.

Ces quelques chiffres illustrent à eux seuls le dynamisme démographique régional et permettent de questionner fortement l'image d'un Guidimakha qui souffrirait d'un exode massif de ses « forces vives ».

Cette croissance démographique tient aux progrès réalisés en matière de santé infantile et maternelle mais aussi à l'attrait qu'exerce la région. Elle se traduit par la création de nouvelles localités (passage de 233 localités à 500 localités entre 2000 et 2013 selon l'ONS) et l'extension de la superficie et de la densité des localités existantes. Ces dernières évoluent pour certaines en gros bourgs voire en petites villes (Grdr, 2015).

Les densités démographiques sont très variables avec des extrêmes, allant d'environ 10 habitants par km² dans les communes du nord à plus de 200 habitants par km² dans la commune de Sélibaby (**Carte 8**). Elles sont partout croissantes et se traduisent par la multiplication du nombre de gros bourgs et des petites villes. En 2013, la région comptait 6 localités de plus de 5000 habitants (**Carte 9**).

Ces changements démographiques, rapides et marqués, interviennent alors que les droits fonciers effectifs des familles et personnes résidant au Guidimakha sont historiquement inégaux.

En premier lieu, les familles établies de longue date dans la région ont une maîtrise foncière élargie par rapport aux autres. Ce principe est aussi valable pour les transhumants : les familles ayant « ouvert » ces axes, à travers des travaux d'aménagement, même sommaires, ont davantage de droits que les autres.

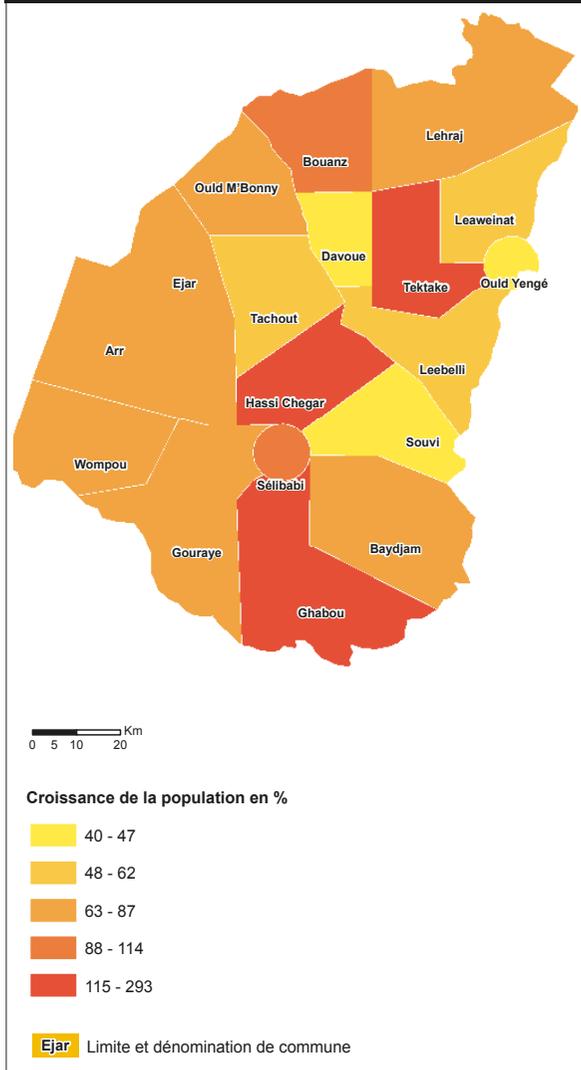
Ensuite, la naissance des individus (statut social du père, ordre de naissance, sexe) détermine largement leurs droits fonciers que l'on considère les localités se revendiquant « soninké », « peule » ou « maure ». Les hommes aînés d'ascendance noble et leur famille ont ainsi davantage de droits et des droits relativement sécurisés. Ils ont notamment souvent un accès privilégié aux terres de *walo* et à celles situées en bordure d'oueds où les aléas de production sont moins prononcés qu'ailleurs. Les femmes peuvent quant à elles accéder à la terre dès lors qu'elles se marient. En revanche, elles ne peuvent transmettre aucun droit sur le foncier, quel que soit leur statut social. Les hommes d'ascendance servile et les familles les plus récemment établies disposent de droits souvent précaires et n'ont accès aux « bonnes terres » que de façon marginale.

Les familles d'ascendance noble, notamment à travers leurs « stratégies matrimoniales » et les investissements fonciers (micro-barrage, clôture, etc.) qu'elles réalisent ou dont elles font la promotion, tentent de maintenir ces règles foncières alors que, paradoxalement, les profits matériels qu'elles retirent de la production agricole apparaissent marginaux dans leur économie matérielle globale (Grdr, 2011).

Aussi, en dépit des réformes foncières, les inégalités foncières demeurent marquées. En atteste la nature des conflits fonciers que connaît la région dont se font l'écho différents médias comme soninkara.org, www.kassataya.com ou cridem.org. Cette situation a suscité la création de mouvements associatifs tels GANBANAXUN FEDDE issu de l'association ARMEPES- France (Association des Ressortissants mauritaniens pour l'éradication de pratiques de l'esclavage et ses séquelles), particulièrement active en milieu soninké.

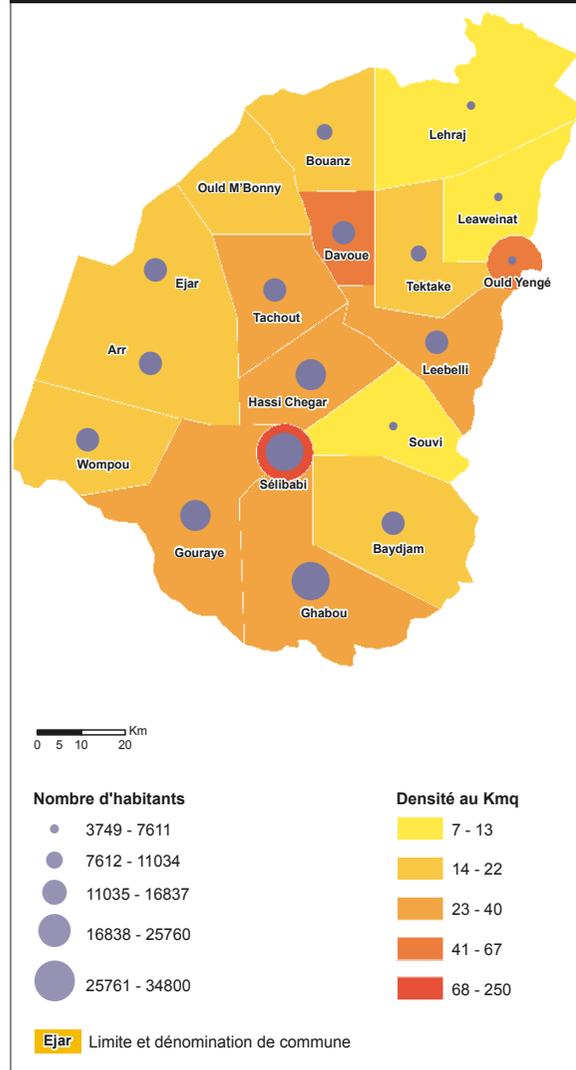
2. Cette croissance du nombre de localités, probablement surestimée, tient également au fait que certaines familles quittent leur localité d'origine pour s'établir ailleurs dans la région.

Carte 7 - Croissance démographique entre 2000 et 2013 dans les communes du Guidimakha



Sources : Limites administratives : HDX - WFP et OCHA, 2017
Dénomination et population : ONS, RGPH 2000 et 2013

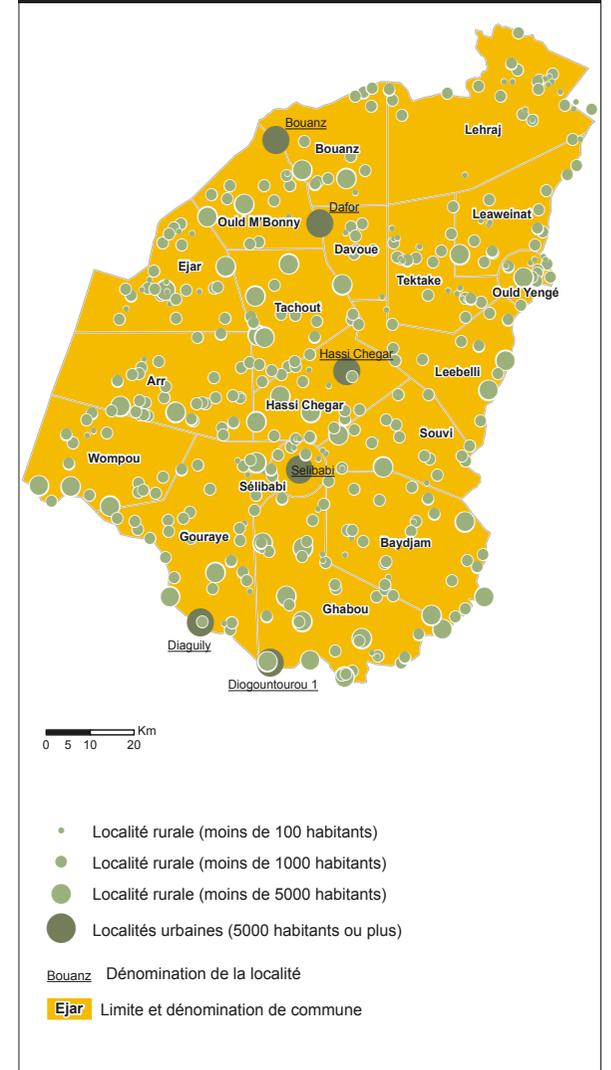
Carte 8 - Population résidente et densité de population dans les communes du Guidimakha en 2013



Sources : Limites administratives : HDX - WFP et OCHA, 2017
Dénomination et population : ONS, RGPH 2000 et 2013

NB : Les surfaces des communes ont été calculées à l'aide d'un logiciel SIG. Comparée à quelques données disponibles (cf. <http://communekhabou.e-monsite.com/>) elles apparaissent légèrement sous-estimées. De ce fait, les densités sont quelque peu surestimées.

Carte 9 - Localités urbaines et localités rurales au Guidimakha en 2013



Sources : Limites administratives : HDX - WFP et OCHA, 2017
Liste des localités et population : ONS, RGPH 2013
Localisation des localités : Grdr, 2018

NB : Lors du travail de localisation, les localités suivantes n'ont pas pu être identifiées : Ehel Echweine (commune de Bouanz), Wouro Deka (commune d'Ejar), Byel et Ould Bah (commune de Gouraye), Ndiabel (commune de Leebelli), Msab Enimer (commune de Lehaj), Sava (commune de Ould Yengé), Galala, Laechoucha et Tourmbou (commune de Sélibabi), Chekhel Edavou (commune de Souvi) etcKett (commune de Tektake)

1.5 DES STANDARDS DE VIE EN ÉVOLUTION.

De nombreuses sources traitant du Guidimakha laissent penser que les familles de la région sont installées dans une logique de « survie » ou de « subsistance ». Cette image est largement confortée par l'Office National de la Statistique (ONS) selon lequel le taux de pauvreté au Guidimakha était supérieur à 40% en 2014. Ces éléments occultent le fait que des changements significatifs interviennent depuis les années 1970 au moins dans les modes et les standards de vie. Les plus évidents d'entre eux sont présentés ci-contre.

La sédentarisation –au moins relative- de familles autrefois nomades ou très mobiles compte parmi les plus marquants. Ce mouvement, amorcé dans les années 1970 sous la contrainte notamment des évolutions climatiques, se poursuit essentiellement du fait de nouvelles attentes en matière d'accès aux « services de base. » La scolarisation des enfants (ou d'une partie des enfants), l'accès à des services de santé mais aussi à la plupart des opportunités offertes par les dispositifs « d'aide » ne sont souvent possibles que pour les familles sédentarisées.

On doit aussi relever des changements significatifs dans les pratiques alimentaires. Si celles-ci demeurent différenciées, la consommation de riz, de préférence importé, au déjeuner s'impose comme une norme régionale vers laquelle la plupart des Guidimakhankés tente de converger (**encadré 2-ci contre**).

En matière d'habitat ensuite, l'architecture et les pratiques constructives connaissent des évolutions significatives. Les bâtiments en adobe conservent une place de choix mais les familles qui en ont les moyens choisissent souvent de construire des bâtiments en parpaings (ciment, sable, graviers) couvertes de tôles ou en dur. Autres tendances générales : le développement de réseau d'adduction en eau potable, la généralisation progressive de l'usage du téléphone portable et l'intensification des déplacements au sein et hors de la région.

Les évolutions brièvement rapportées ici, qu'on se gardera de qualifier (« modernisation » ? « acculturation » ? « extraversion » ?), relèvent de choix de consommation dynamiques, évoluant sous diverses influences. Les pratiques de consommation actuelles supposent des sorties monétaires de plus en plus fréquentes et importantes. Elles influencent l'orientation des systèmes d'activités et donc le rapport aux activités agro pastorales.

Encadré 2 - Des pratiques alimentaires en évolution (composition de la diète type au Guidimakha)

	DANS LES ANNÉES 1950		DANS LES ANNÉES 2010	
	Plats	Composition	Plats	Composition
DÉJEUNER	To sauce baobab	Farine de sorgho, poudre de feuille de baobab, poisson sec, champignon, sel	Riz à la viande / au poisson	Riz, viande ou poisson de mer ou d'eau douce frais, huile de soja, sel, oignons, patates douces, choux, navet, aubergine noire, aubergine amère, piment, ail, citron, +/- tomate, cube aromatique
	To au lait	Farine de sorgho, eau, lait caillé de vache ou de chèvre	Riz arachide	Riz, viande, pâte d'arachide, aubergine amère, poudre de gombo, sel, piment, tomate, cube aromatique
	Bouillie	Mil ou maïs concassé entier, lait caillé de vache ou de chèvre, sel	Riz niébé	Riz, huile, graines de niébé oignon, cube aromatique, sel
	Gros cous-cous sauce viande	Farine de sorgho, poudre de feuille de baobab, viande, sel, beurre rance	Gros couscous sauce viande	Farine de sorgho, poudre de feuille de baobab, viande, sel, beurre rance
DÎNER	Couscous sauce feuille niébé	Farine de sorgho, poudre de feuille de baobab, feuille de niébé, (poisson sec, poudre d'arachide), sel	Couscous sauce feuille niébé	Farine de sorgho, poudre de feuille de baobab, feuille de niébé, poisson sec, poudre d'arachide, oignon séché, cube aromatique, sel
	Lait frais	Lait de vache/chèvre	Macaroni	Pâtes alimentaires de blé, viande, huile de soja, sel, cube aromatique
	Couscous à l'eau	Farine de sorgho, poudre de feuille de baobab, sel	Gros couscous sauce viande	Farine de blé, poudre de feuille de baobab, viande, oignon, sel, huile de soja, cube aromatique

Dans les années 1950, les matières grasses provenaient principalement du lait frais ou transformé (lait caillé, huile de beurre), du karité ou des fruits de balanites. Désormais, l'huile (de soja) importée s'impose comme la source principale de lipides. Dans les années 2010, le riz importé (entier ou brisure) est consommé quasiment par tous pour le déjeuner. Il se substitue au sorgho et au maïs qui, avec le blé et ses dérivés, rentrent souvent dans la composition des plats du soir. La consommation de viande (chèvre, mouton, bœuf), rare dans les années 1950, est aujourd'hui courante (en petite quantité) lors du déjeuner. Les poissons consommés au Guidimakha, issus de la pêche continentale dans les années 1950, sont désormais largement importés de Nouadhibou et Nouakchott. Les cubes aromatiques («Maggi», «Jumbo» etc.) et l'oignon accompagnent de nombreux plats du midi et du soir, y compris dans les plats dits traditionnels. Les produits de cueillette et de chasse jouent toujours un rôle important dans l'alimentation de certaines familles. L'incorporation de la poudre de feuilles de baobab, très riche en protéines, dans de nombreux plats en témoigne.

Le thé sucré se boit tout au long de la journée. La consommation de boissons sucrées en cannettes (sodas, etc.), limitée aux épisodes festifs, a tendance à se développer au quotidien. En soixante ans, l'alimentation s'est considérablement enrichie en matières grasses, sel et sucre. Cette évolution contribue à l'augmentation de la prévalence du diabète, de l'hypertension artérielle et du nombre de personnes en surpoids.



An aerial photograph of a dry, sandy landscape. The terrain is a mix of light brown sand and darker, reddish-brown soil. Scattered across the landscape are numerous small, green trees and shrubs. In the lower-left quadrant, a herd of cattle is gathered around a water point, which appears to be a small structure with a trough. The overall scene suggests a semi-arid or arid environment.

2

ÉVOLUTIONS RÉCENTES DES NIVEAUX DE PRODUCTION AGROPASTORALE AU GUIDIMAKHA

2.1 LA MAURITANIE EST UN PAYS EXPORTATEUR DE BÉTAIL ET IMPORTATEUR DE CÉRÉALES.

Afin de mieux situer le Guidimakha dans le contexte national, nous donnons ici un bref aperçu des tendances nationales (**Figure 3 et tableau 3**).

La production agricole mauritanienne est dominée par la production céréalière, que l'on considère les superficies ou le volume produit. Elle est en progression tant en valeur absolue que par rapport à la population résidente.

Le riz irrigué est la première production nationale (75% du total ces cinq dernières années) devant le sorgho pluvial (20% du total de ces cinq dernières années). Le disponible céréalier théorique moyen couvert par la production mauritanienne serait ainsi d'environ 95 kg de céréales locales/personne et par an soit 50% de la consommation annuelle moyenne théorique.

La production de sorgho pluvial est le fait de producteurs de conditions très diverses. Elle est issue d'une production généralement manuelle et sobre en intrants, même si, ici et là, la traction attelée (bovine ou asine) connaît un certain développement.

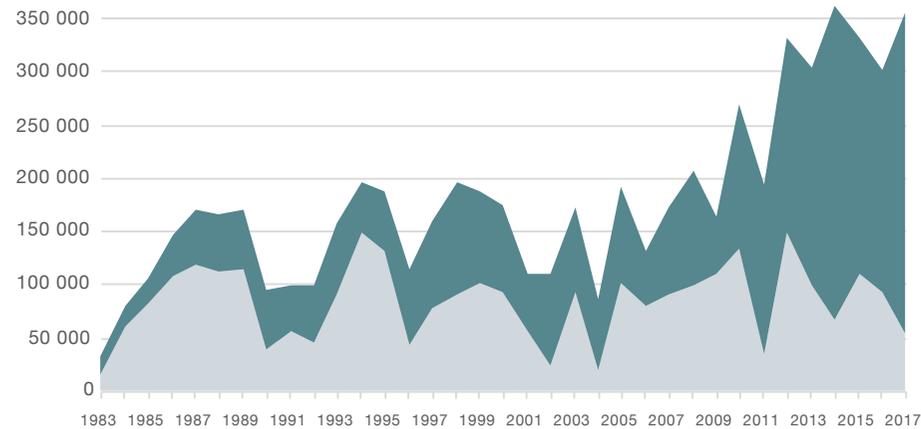
A la faveur de mesures fiscales (taxation du riz importé) et incitatives (subvention d'engrais, semences, crédits de campagne etc.), la production rizicole irriguée a connu une progression de 40% entre la période (2007-2011) et la période (2012-2017). Elle est concentrée dans la région du Trarza. Partiellement moto mécanisée et reposant sur l'utilisation d'intrants agrochimiques, elle intéresse les producteurs les plus capitalisés et les mieux introduits auprès des dispositifs étatiques de soutien à la riziculture. Fait marquant : l'écart-type à la moyenne de la production irriguée est de 45% ces dix dernières années alors qu'il est de 35% pour la production pluviale. *La production irriguée apparaît donc encore plus aléatoire que la production pluviale.* Cette donnée met en avant l'existence de déterminants politiques dans le niveau production agricole, déterminants dont l'importance est pourtant souvent minorée dans le contexte mauritanien.

Le pays demeure importateur net de céréales, notamment de riz et de blé, cette dernière céréale rentrant quasiment libre de droit de douanes dans le pays. C'est une situation originale dans le sahel occidental. En effet, le Mali, le Burkina-Faso et

le Niger, qui partagent des caractéristiques pédoclimatiques voisines de la Mauritanie, ont ces quinze dernières années des bilans céréaliers à l'équilibre, voire certaines années excédentaires. La dépendance de la Mauritanie aux importations céréalières relève ainsi de choix politiques, bien davantage que des caractéristiques pédoclimatiques du pays.

L'élevage, dominé par la production d'ovins et caprins (14 millions de têtes), progresse en valeur absolue mais moins vite que la population. La Mauritanie est un pays exportateur net de bétail (**Carte 10**). La part des petits ruminants (ovins et caprins) dans le cheptel national aurait fortement augmenté depuis la sécheresse des années 1970-1980 tandis que les effectifs de bovins seraient restés stables. La composition du cheptel évolue au gré de la demande urbaine nationale et sous régionale, qui vont croissantes, ainsi que des contraintes rencontrées par les éleveurs et bergers et des aptitudes des différentes espèces et races élevées. Un chiffre illustre ce constat : en 2019, la Mauritanie aurait exporté 600 000 moutons vers le Sénégal avant la Tabaski.

La mobilité animale, pilier des capacités de résilience des systèmes d'élevage, se voit contrainte de façon croissante par différents facteurs, tant à l'échelle nationale que transfrontalière. La croissance démographique, les dynamiques d'enclosure, la crise du métier de berger, les mesures politiques comme la fermeture des frontières comptent parmi les facteurs les plus contraignants pour celle-ci. L'intensification des systèmes d'élevage en intrants, notamment en produits vétérinaires et en aliments, et en équipements (forage, véhicule pour transporter l'eau et le fourrage, etc.) apparaît comme une tendance lourde de ces dernières décennies. Elle permet à ceux qui peuvent y recourir de contourner les contraintes à la mobilité animale.

Figure 3 - Évolution de la production céréalière irriguée et pluviale en Mauritanie de 1983 à 2017 (tonnes)

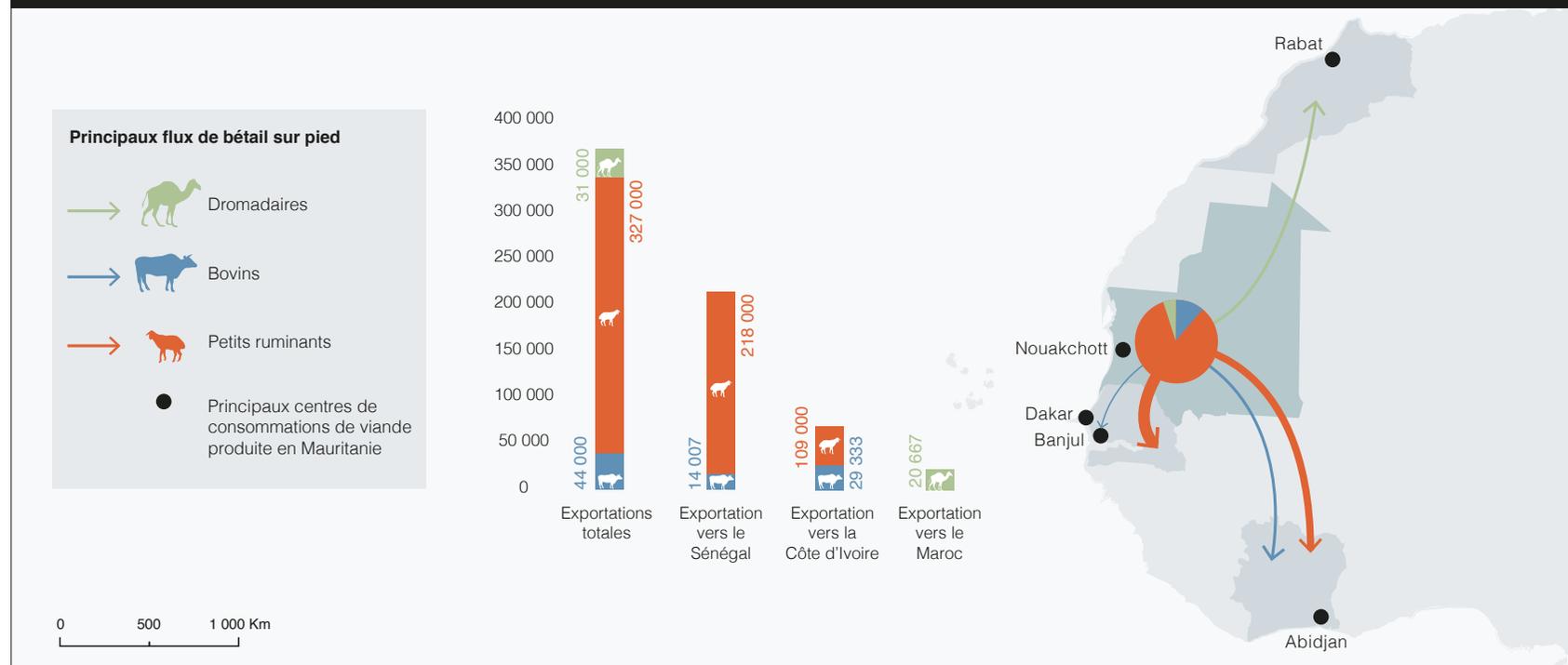
Source : MDR

NB : production pluviale = dieri + walo + bas-fonds

■ Pluvial (total) ■ Irrigué

Tableau 3 - Le Guidimakha dans la production agro-pastorale nationale

	RIM	GUIDIMAKHA	SOURCE
POPULATION	3 460 000	267 000 (7%)	RGPH, 2013
PRODUCTION CÉRÉALIÈRE PLUVIALE (T- moyenne 2012-2017- dieri, bas-fonds walo)	85 500	15 000 (17,5%)	MDR
PRODUCTION CÉRÉALIÈRE IRRIGUÉE (T- moyenne 2012-2017)	245 000	1 160 (0,5%)	MDR
BOVINS	1 400 000	240 000 (17,4%)	ONS, 2008
CAPRINS- OVINS	12 000 000	460 000 (4%)	ONS, 2008
CAMELINS	1 300 000	77 000 (6%)	ONS, 2008

Carte 10 - Flux annuels de bétail sur pied depuis la Mauritanie

Source : Ould Douei A., 2001. Les effectifs considérés dans l'étude sont ceux indiqués par la FAO. Les pourcentages sont calculés sur l'ensemble des quantités exportées, soit environ 392 0000 têtes

2.2 LE GUIDIMAKHA, RÉGION CARREFOUR DE LA TRANS-HUMANANCE TRANSNATIONALE, DEMEURE LE SIÈGE D'UNE ACTIVITÉ PASTORALE INTENSE.

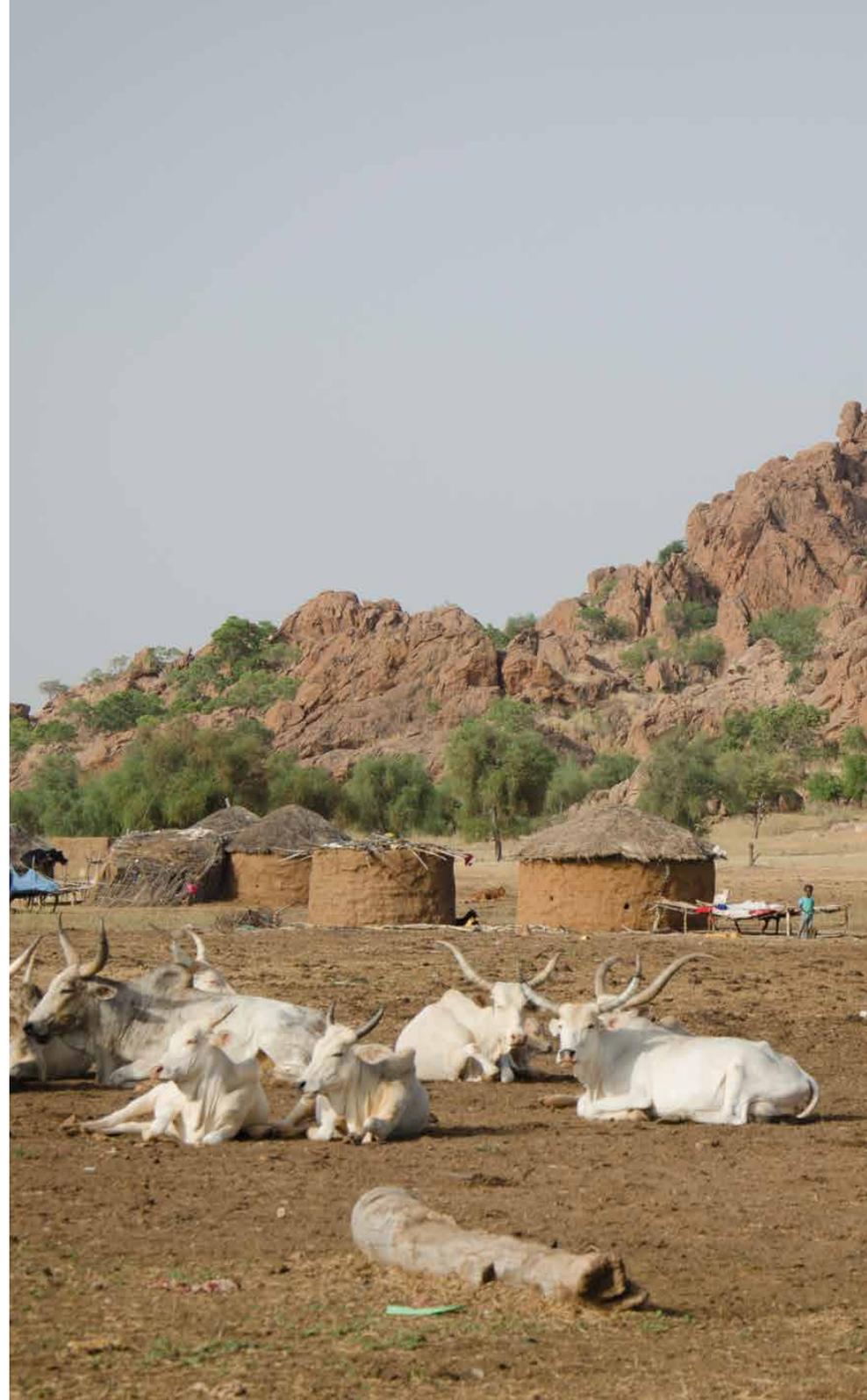
Le Guidimakha est le siège d'une activité pastorale intense. D'une part, une large majorité de familles y résidant possèdent du bétail, notamment des petits ruminants (ovins-caprins, 72% des familles) ou des bovins (49% des familles). D'autre part, la région est traversée par des flux de bétail transhumant. Les effectifs atteignent leur pic en saison sèche chaude, alors que les troupeaux des régions de l'ouest et du nord y convergent pour séjourner ou se rendre au Mali et au Sénégal et en revenir (**Carte 11**).

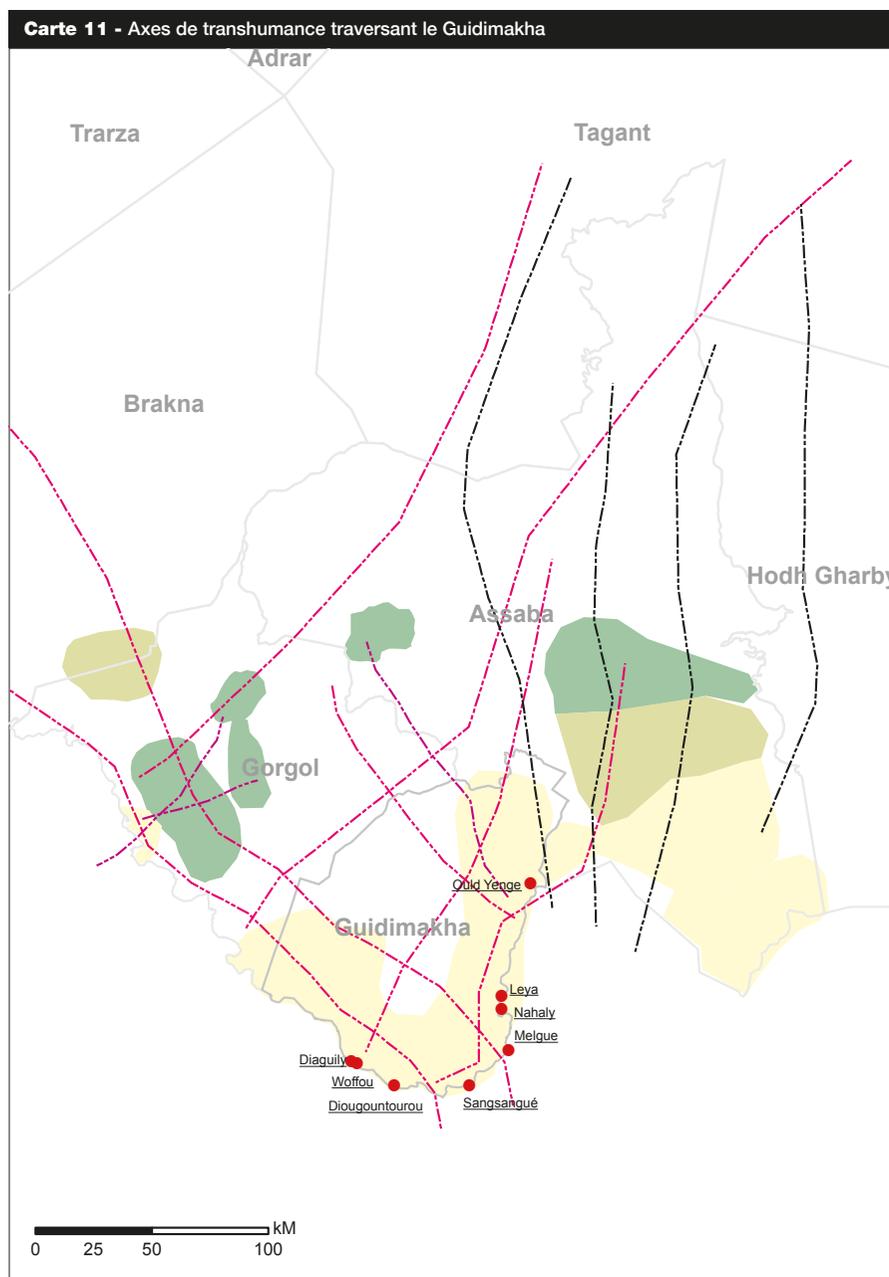
Les effectifs sont estimés à 500 000 petits ruminants (4% des effectifs nationaux), 250 000 bovins (17% des effectifs nationaux) et 70 000 dromadaires (6% des effectifs nationaux). L'évolution de la composition du cheptel suit la tendance nationale : les effectifs de bovins croissent modérément, ceux des petits ruminants de façon beaucoup plus soutenue. Si l'on ramène les effectifs du cheptel à la population, on peut en déduire que la proportion de bovins dans les effectifs régionaux est plus élevée au Guidimakha qu'à l'échelle nationale. La conclusion est inverse pour les petits ruminants (**Tableau 4**).

Les chiffres officiels font état de moins de 10 000 abattages par an, bovins et petits ruminants confondus. La consommation de lait frais (chèvre et vache) ainsi que de poisson frais ou séché-fumé, bien plus que celle de viande, est à la base de l'alimentation en protéines animales.

Les exportations annuelles du Guidimakha vers Nouakchott étaient estimées à près de 190 000 petits ruminants et à 33 000 bovins il y a une dizaine d'années auxquelles s'ajoutent les exportations vers plusieurs pays de la sous-région, en particulier vers le Sénégal.

Si la part de l'élevage local et de l'élevage transhumant dans ces exports sont difficilement quantifiables, ces chiffres illustrent la fonction économique de l'élevage (épargne et génération de revenus monétaires) ainsi que le degré d'intégration d'une région rurale aux marchés urbains nationaux et sous-régionaux. Ils montrent que le Guidimakha compte parmi les territoires stratégiques pour le secteur de l'élevage en Mauritanie.





- Point de traversée des troupeaux
- Déplacement de saison froide et/ou saison sèche
- Déplacement d'hivernage
- Déplacement d'hivernage, de saison froide et saison sèche (emprunté en toute saison avec changement de direction)
- Zone de concentration d'hivernage et saison froide
- Zone de concentration de saison froide
- Zone de concentration de saison sèche

Sources : Enquête Grdr, 2010.

Reproduction et adaptation des cartes de l'Atlas du Sud-Est mauritanien, Grdr, 2011

NB. Les éléments représentés ne sont pas issus d'un inventaire exhaustif. Ils ont été signalés lors des ateliers de terrain regroupant plusieurs acteurs du monde pastorale et représentent les lieux principaux et structurant de la transhumance. Par ailleurs, le recours aux périodes de l'année (hivernage, saison froide, saison sèche) ne donne pas raison de la complexité des rythmes de déplacement.

Pour une meilleure compréhension des mouvements dessinés, cf. Grdr, Atlas du Sud-Est mauritanien, 2011 (annexe «Les déplacements de transhumance»).

Tableau 4 - Effectif estimé de bétail au Guidimakha en 1981 et 2007

	1981	2007	CROISSANCE
BOVINS	200 000	240 000	17%
OVINS- CAPRINS	300 000	460 000	35%
CAMELINS	660	77 000	99%

Sources : Monographie du Guidimakha (1981), Le Guidimakha en chiffre (ONS, 2008)

2.3 LA PRODUCTION CÉRÉALIÈRE DU GUIDIMAKHA STAGNE EN VALEUR ABSOLUE DEPUIS LES ANNÉES 1970 ET DÉCLINE RELATIVEMENT À LA POPULATION. ELLE JOUE DÉSORMAIS UN RÔLE MARGINAL DANS L'ALIMENTATION DES GUIDIMAKHANKÉS.

Alors que les céréales demeurent à la base de l'alimentation des Guidimakhankés, des travaux récents sur l'évolution des habitudes alimentaires au Guidimakha confirment une tendance à l'extraversion de la consommation céréalière. Désormais, le sorgho n'est consommé au mieux qu'une fois par jour, au dîner, et, pour la plupart des familles qui en consomment, pendant 2 à 3 mois. Le riz et le blé apportent l'essentiel des glucides de la ration alimentaire type (cf. §1.5).

Les préférences alimentaires en matière de céréales vont pour les céréales importées, au riz, et pour les céréales locales, au sorgho de cycle long (type fella taghalit). Le riz local n'est que moyennement apprécié, du fait qu'il gonflerait peu et que sa cuisson serait plus exigeante en énergie que celle des riz importés. En outre, l'usage du paddy n'est que partiellement maîtrisé, avec pour corollaire la mise sur le marché de riz comprenant des impuretés (son, petits cailloux, etc.). Enfin, l'introduction du riz mauritanien est récente dans la région, liée à la politique de promotion de la riziculture irriguée mise en œuvre depuis 2012.

La farine de blé et ses dérivés (couscous, pâtes, biscuits, pain etc.) constituent la base de l'alimentation des familles les plus modestes, ce produit étant le plus accessible tant physiquement qu'économiquement (**Tableau 5**).

La production céréalière sèche (non irriguée) annuelle du Guidimakha atteindrait en moyenne 15 000 tonnes ces 5 dernières années, dont plus de 90% de sorgho, ce qui représente moins de 20% de la production pluviale totale du pays. La production se concentre autour des oueds (cultures pluviales) et dans les zones inondables (décrue). Elle recule sur les zones hautes (dieri). Elle concernait en 2017 près de trois quart (72%) des familles. Cette production stagne depuis les années 1980 alors que la population résidente a progressé de plus de 3% par an.

La production céréalière irriguée (riz principalement) dépasserait à peine 1 000 tonnes par an tandis que le pays en a produit 245 000 en moyenne sur la période 2013-2018. De fait, moins de 2% des familles déclarent pratiquer la céréaliculture irriguée au Guidimakha.

Source : Ourabah et Carcassès (2019)

Tableau 5 - Les principales céréales consommées au Guidimakha (le maïs n'est pas ici considéré)

CÉRÉALE	RIZ MAURITANIEN (mélange entier/brisures)	RIZ SÉNÉGAL (BRISURES)	"BLÉ (ENTIER)"	"SORGHO FELLA (CYCLE LONG)"
Habitude de consommation : le midi	+++	+++	+	0
Habitude de consommation : le soir	0	0	++	+
Provenance majoritaire	Trarza	Rentrées par les frontières terrestres (réexport d'Asie du sud-est via le port de Dakar)	Rentrée par le port de Nouakchott depuis l'Ukraine	Autoconsommation (imports depuis Kayes, Mali)
Prix moyen à l'achat au moment de l'étude (MRU/kg). Arr, XX 2018	15 (Emel)		7 (Emel)	25
	25	35	12	
Taux de taxation à l'import (TG)	43% (voie officielle)		3,50%	26% (officiellement)
				10% (à dire d'acteurs en 2018)

Le Guidimakha est parfois présenté comme une « région grenier de la Mauritanie ». Pourtant, le disponible céréalier théorique issu de la production locale y serait de 65 kg personne et par an, soit 30 kg de moins que le disponible national ce qui représente, en moyenne et théoriquement, le tiers des besoins. Si cette moyenne régionale cache de profondes disparités territoriales, le Guidimakha se composant de villages (potentiellement) excédentaires ou structurellement déficitaires, la production de céréales locales représente au mieux un appoint. Elle n'est en aucun cas un fondement de l'économie ou de l'alimentation locales. Ainsi, considérant la période octobre 2016-novembre 2017, un tiers des ménages déclarait avoir acheté l'intégralité de sa consommation céréalière alors que seuls 18% déclaraient couvrir sa consommation céréalière par la production familiale sur 6 mois ou plus.

L'examen de l'occupation du sol dans deux villages (Tabal 1 et Hassi Lebyad) et une ville (Diaguily) au sortir de l'hivernage 2017 confortent ces données d'enquêtes ménages. Il suggère en effet que la couverture théorique de la consommation en céréales est inférieure à 30% (**Tableau 6, cartes 12, 13 et 14**).

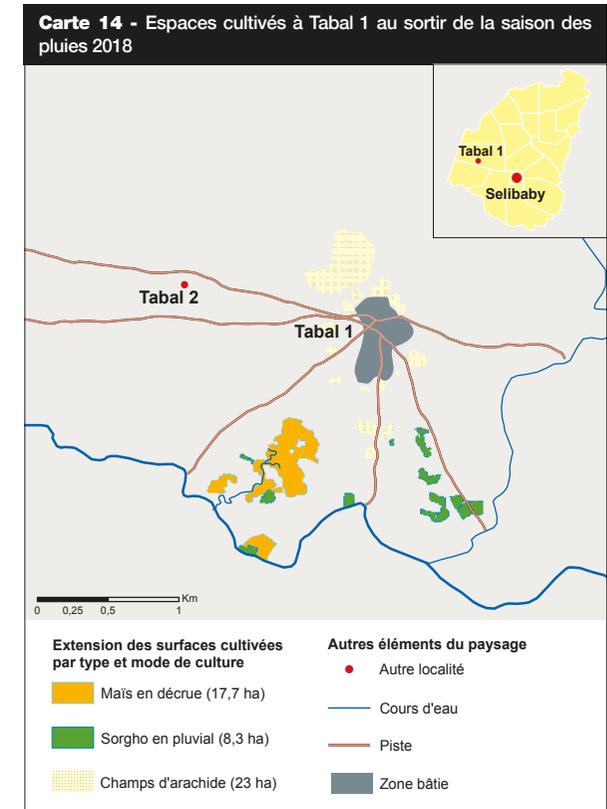
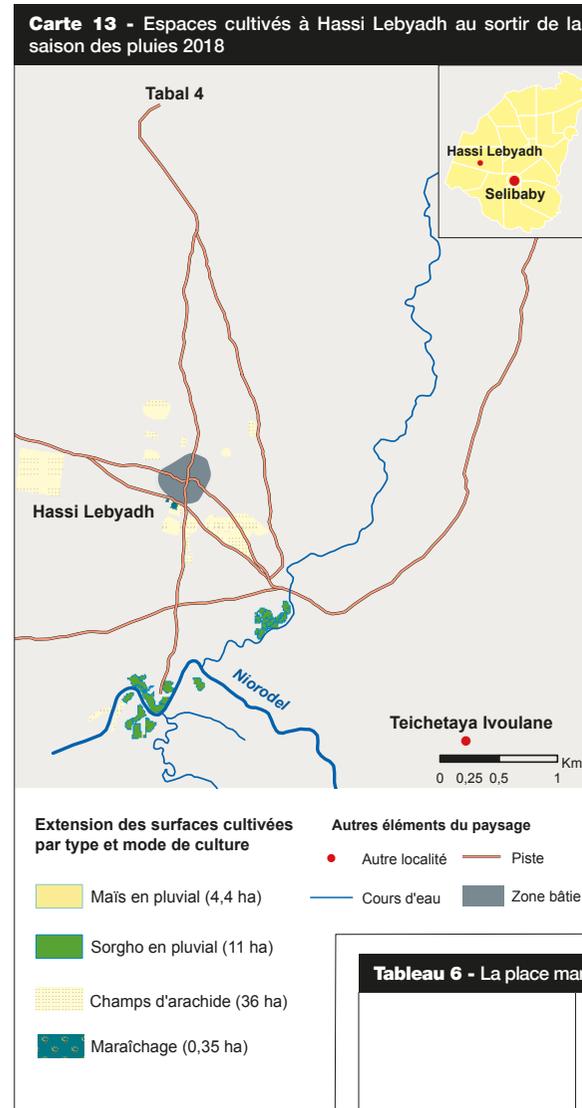
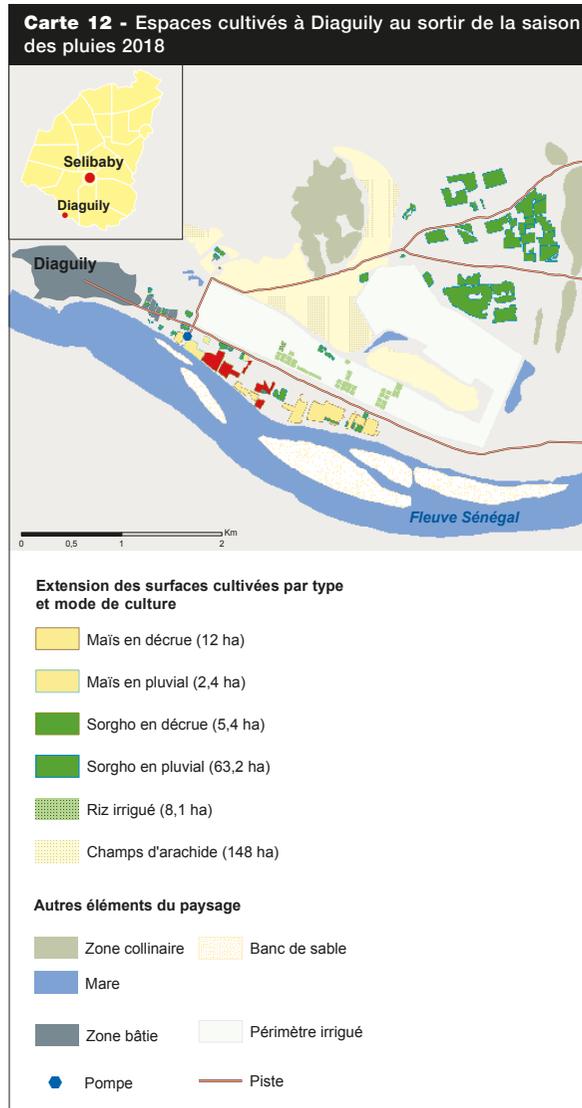


Tableau 6 - La place marginale de la production céréalière locale dans l'alimentation des Guidimankés

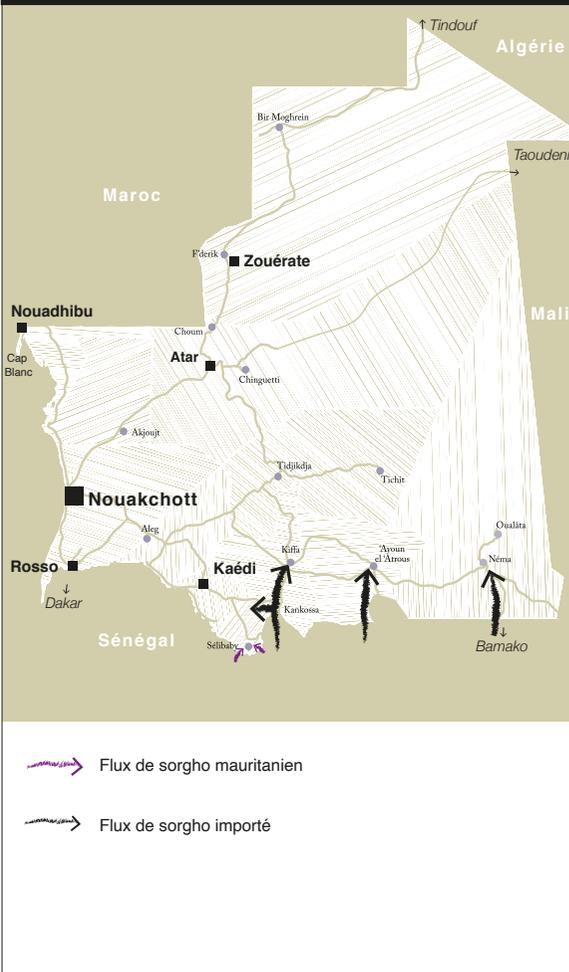
	SUPERFICIE CULTIVÉE EN CÉRÉALES (Ha, pour l'année 2018)	CONSOMMATION ANNUELLE DE CÉRÉALES (T)	TAUX THÉORIQUE DE COUVERTURE DES BESOINS CÉRÉALIERS dans l'hypothèse d'une diète composée à 100% de sorgho et de maïs
DIAGUILY	90	914	10%
HASSI LEBYAD	15	61	24%
TABAL 1	26	88	29%
LES 3 VILLAGES	131	1064	12%

Superficie cultivée en céréales (sorgho et maïs) dans les villages de Hassi Lebyadh et Tabal 1 et en périphérie de la ville de Diaguily. Estimation à partir de photos aériennes réalisées en octobre 2017, année ayant enregistré une pluviométrie de 489 mm à Sélilibaby. Le taux de couverture est estimée sur la base d'un rendement moyen de 1 tonne/hectare (rendement haut dans le contexte) et d'une consommation moyenne de 180 kg de céréales/p./an. Population résidente reprise du dernier recensement national (2013).

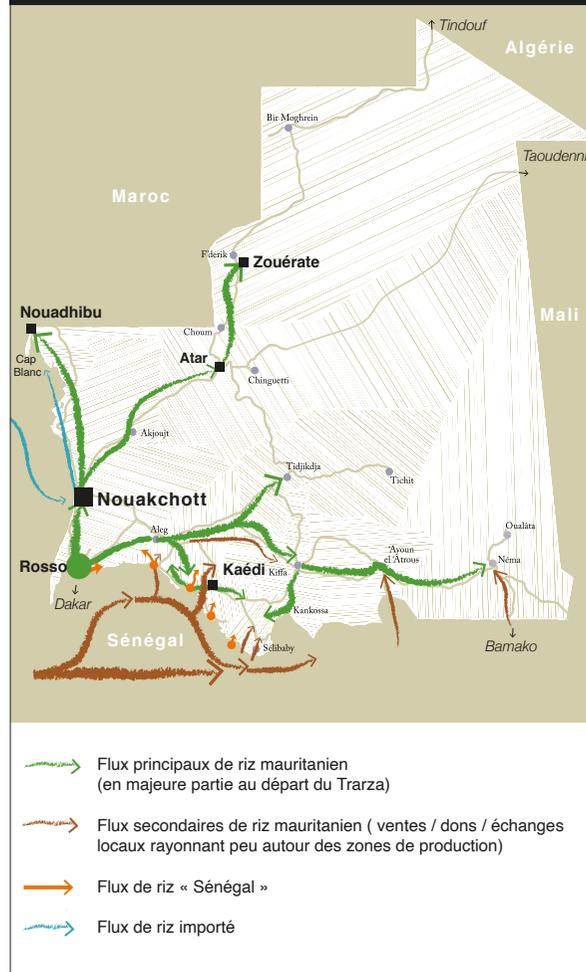
Carte 15 - Carte estimative représentant les flux de blé en Mauritanie



Carte 16 - Carte estimative des flux de sorgho en Mauritanie



Carte 17 - Carte estimative représentant les flux de riz en Mauritanie



Source (cartes 15 à 18)

Renforcement Institutionnel en Mauritanie vers la Résilience Agricole et Pastorale (2019)



2.4 LE GUIDIMAKHA IMPORTE AU MOINS LES 2/3 DE SA CONSOMMATION CÉRÉALIÈRE. LA NOTION DE SOUDURE ALIMENTAIRE N'EST PAS ADAPTÉE À CE CONTEXTE.

La notion de « soudure alimentaire » n'apparaît pas adaptée à la région puisque celle-ci recourt depuis deux décennies au moins, structurellement et massivement, aux importations céréalières. Les flux de céréales importées sont ainsi déterminants dans la sécurité alimentaire du Guidimakha. Ils sont dominés par les importations de blé, depuis le port de Nouakchott, et de riz, depuis la principale région productrice, le Trarza. Le riz importé depuis le port de Nouakchott, ayant vu son prix augmenter très sensiblement, ne rentre désormais que de façon marginale dans la région. Ces imports sont de type commercial, écoulés dans les boutiques et marchés maillant le territoire, et non commercial. Ces derniers sont apportés par les acteurs de l'aide alimentaire qui, chaque année, interviennent : l'Etat (boutique EMEL) ou des ONG (SAVS/SACS).

Des flux commerciaux transfrontaliers de riz depuis le Sénégal (sans doute des réexportations de riz du sud-est asiatique importé au Sénégal via le port de Dakar) perdurent en dépit des mesures visant à les supprimer. Des importations de sorgho interviennent depuis la ville de Kayes (Mali). Elles ne contribueraient toutefois que de façon marginale au bilan céréalier régional. Ces importations transfrontalières de céréales pourraient s'intensifier alors que, début 2020, la Mauritanie annonce son intention de rejoindre l'union commerciale de la CEDEAO à laquelle le Mali et le Sénégal appartiennent (**Carte 15**).

Le sorgho local s'échange- commercialement ou non- à des échelles territoriales restreintes, souvent entre familles d'un même village voire entre membres d'une même famille. Finalement, la faiblesse des volumes de sorgho importé dans la région suggère que la région est quasiment auto suffisante en sorgho.



3

ÉVÉNEMENTS EXCEPTIONNELS ET SITUATIONS DE CRISE AU GUIDIMAKHA : QUELQUES ENSEIGNEMENTS DE L'HISTOIRE RÉCENTE

3.1 ENSEIGNEMENTS DES CRISES ALIMENTAIRES DE LA PÉRIODE 1850-1950 ET LA SÉCHERESSE DES ANNÉES 1970.

Le sud Guidimakha connaît depuis les années 1850 au moins des périodes de disette voire de crises alimentaires comme en atteste le dépouillement des archives coloniales mais aussi le contenu de chants, contes et proverbes de la Région qui font explicitement référence à celles-ci. Les périodes 1867-1869, 1905-1907, 1913-1915, 1926-1928 et 1944-1946 ont été particulièrement difficiles avec des pénuries alimentaires de 9 à 12 mois (Chastanet 1983 et **figure 4**).

Plusieurs enseignements peuvent être tirés de l'analyse des crises intervenues durant cette époque. Tout d'abord, que l'image d'un sud Guidimakha comme région grenier de la Mauritanie est bel et bien un mythe. Ensuite, que ces crises alimentaires sont multifactorielles, la pluviométrie n'étant qu'un des déterminants de celles-ci. Le prélèvement d'un impôt par l'administration coloniale ou l'abolition de l'esclavage en 1905 dans un contexte où les systèmes de production reposaient sur l'exploitation d'une main d'œuvre majoritairement servile ont fortement déstabilisé le fonctionnement des systèmes agraires du sud Guidimakha³. Enfin qu'il faut raisonner non pas en année agricole ou civile mais en séquences pluriannuelles de bonnes et mauvaises années. Le territoire est différemment impacté selon le profil des années précédentes.

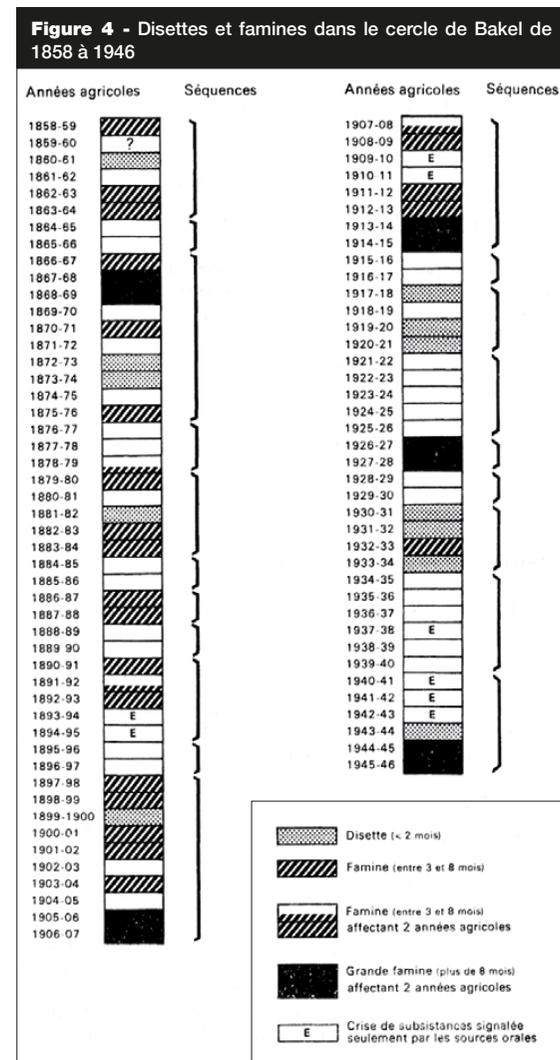
L'analyse de l'impact des années sèches de 1970 à 1974 sur les différentes classes (d'agro)pasteurs du Trarza, Gorgol et Guidimakha est également riche d'enseignements (Hervouët, 1978).

En 1974, après 4 années de déficit pluviométrique (cf. figure 5), les services de l'élevage estimaient que près de 75% des effectifs de bovins et 40% des effectifs d'ovins et

caprins avaient disparu. Ils relevaient dans le même temps de fortes disparités régionales; les pertes de bovins au Trarza, Gorgol et dans la région de Kiffa-Sélibaby étant respectivement de 90%, 60% et 40%. Aussi, alors que les profils pluviométriques (cumul et dynamique) de la région du Gorgol et de Kiffa-Sélibaby présentaient de fortes similitudes, le différentiel de perte entre les deux régions atteignait 20%. Cette situation met ainsi un déterminisme socio-politique dans les capacités d'adaptation. La maîtrise politique du territoire, liée comme on l'a vu plus haut (cf. §1.4) à l'histoire du peuplement et à la naissance, apparaît comme un déterminant fort de la flexibilité des sociétés et familles. Ainsi les bergers et propriétaires qui disposaient d'une maîtrise ancienne et élargie de l'espace ont pu accéder aux ressources qui se raréfiaient (eau, pâturage) et modifier leur déplacement. Ils ont de ce fait limité les pertes et se sont plus facilement relevés de cette crise.

Enfin, si de nombreuses familles ont été négativement affectées par cet épisode climatique, d'autres acteurs en ont profité : il y a donc eu des gagnants et des perdants lors de cette crise. Si on évoque la production pastorale, on peut considérer que chaque crise majeure au plan climatique, économique (années 1930) ou politique (« événements de 1989 ») a agi comme un catalyseur de la concentration de la propriété des animaux aux mains des acteurs les plus capitalisés qui ont investi dans l'achat d'aliments, les forages pour entretenir des têtes acquises à bas coût.

3. En 1904, les autorités coloniales estimaient qu'à Kaédi la population sous statut servile atteignait 36 000 personnes et 15 000 personnes à Bafoulabé (Source : Lovejoy P.E. (1983) Transformations in slavery. A history of slavery in Africa. Cambridge University Press pp 186-187).



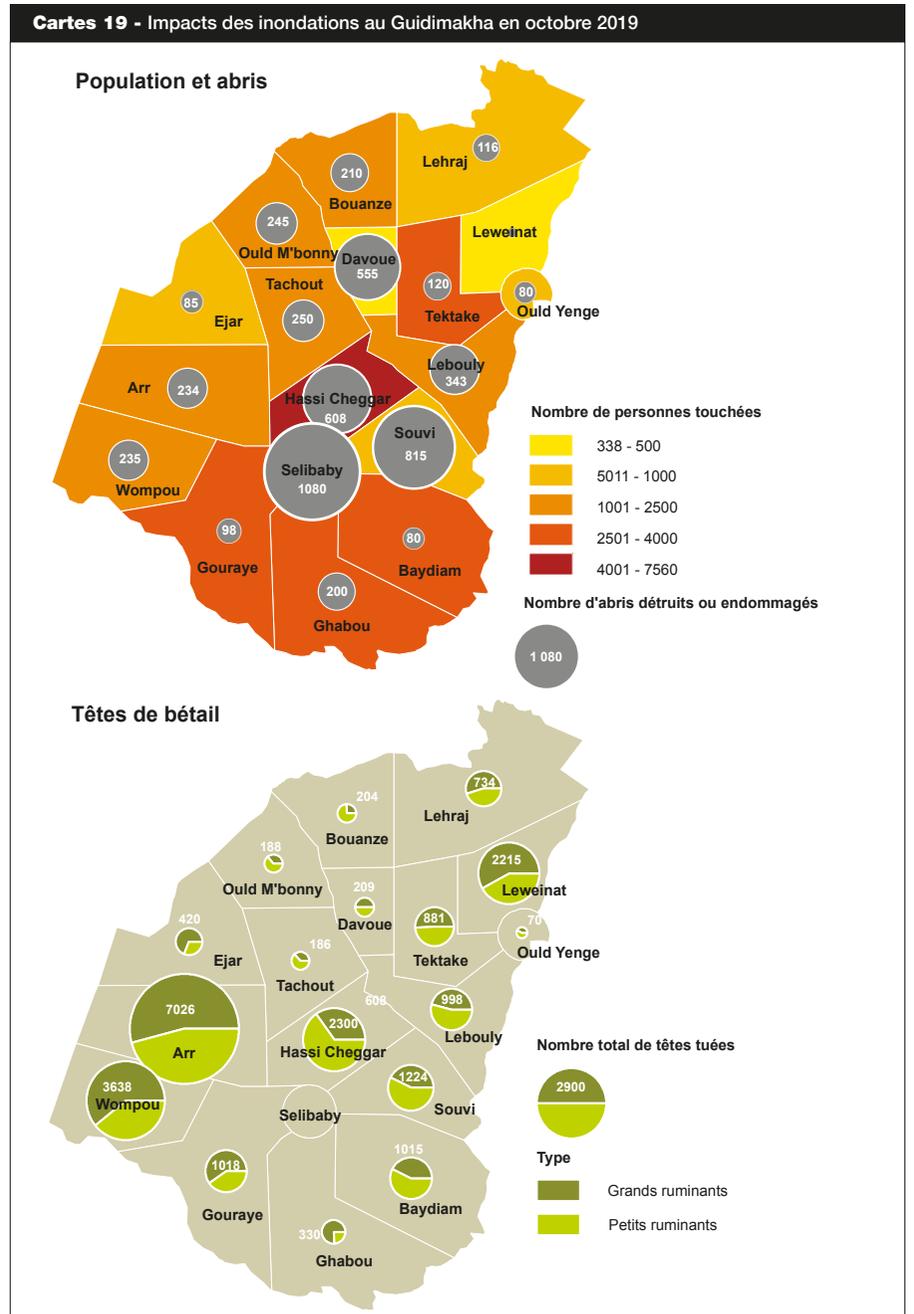
3.2 DES ÉVÈNEMENTS EXCEPTIONNELS INTERVIENNENT EN MOYENNE UNE ANNÉE SUR DEUX AU GUIDIMAKHA.

L'aperçu donné plus haut des dynamiques pluviométriques a permis de mettre à jour deux périodes sèches sur le temps long. Sur la période récente (1989-2019), on a pu relever huit années « sèches⁴».

Moins médiatisées que les périodes sèches, les inondations touchent régulièrement la région. Elles sont historiquement valorisées pour les activités agro pastorales. Toutefois, leur ampleur et surtout leur impact ont tendance à s'accroître. Trois épisodes majeurs sont recensés sur les vingt dernières années : 2003, 2007 et 2019. Ils ont eu des effets importants, notamment sur les infrastructures : habitations, point d'eau potable, écoles, etc. mais aussi zones de culture ou d'abreuvement du bétail fragilisés ou détruits (**Cartes 16**). La fréquence importante des inondations s'explique d'un côté par la violence et la concentration des précipitations certaines années et, dans une moindre mesure, par certaines évolutions pédologiques⁵. D'autre part, par la sédentarisation massive d'une population à l'origine majoritairement nomade à compter des années 1970 et la croissance démographique rapide des localités les plus anciennes en l'absence de politique d'aménagement du territoire ou de prise en compte des risques d'inondations. Beaucoup de familles ont construit dans des zones inondables, quand la pluviométrie était basse. Depuis 1989, on peut ainsi estimer que des anomalies pluviométriques importantes (excédents, déficits ou problème de répartition) interviennent une année sur trois.

On peut relever également que deux attaques acridiennes majeures ont touché la région ces 30 dernières années (1993-1994 et 2004). Elles ont affecté la végétation annuelle (pâturage, cultures) et la végétation pérenne et donc l'ensemble du secteur agropastoral. En 2019-2020, on a pu noter en outre, pour la première fois, la présence de chenilles légionnaires (*Spodoptera frugiperda*) qui se sont attaquées aux cultures de maïs de décrue⁶.

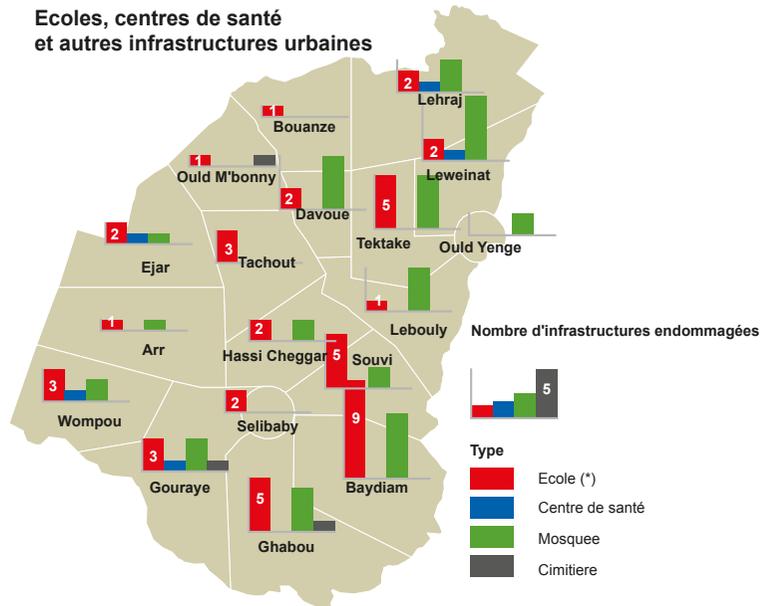
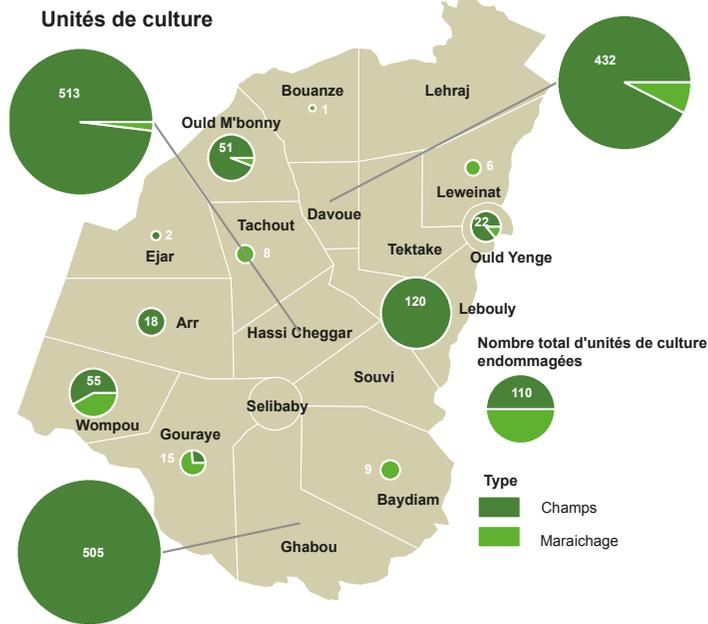
Au plan politique et économique, on peut mentionner trois événements marquants. D'une part, « les événements de 1989 » qui ont opposé des civils et généré des vagues d'exclusion foncière. Si le Guidimakha a été probablement la région riveraine du fleuve Sénégal la moins directement touchée par ceux-ci, les impacts de cette crise sont significatifs et se font toujours sentir aujourd'hui. Il a suscité la fermeture temporaire des frontières avec le Sénégal bloquant ainsi les flux de personnes, de



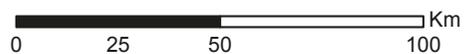
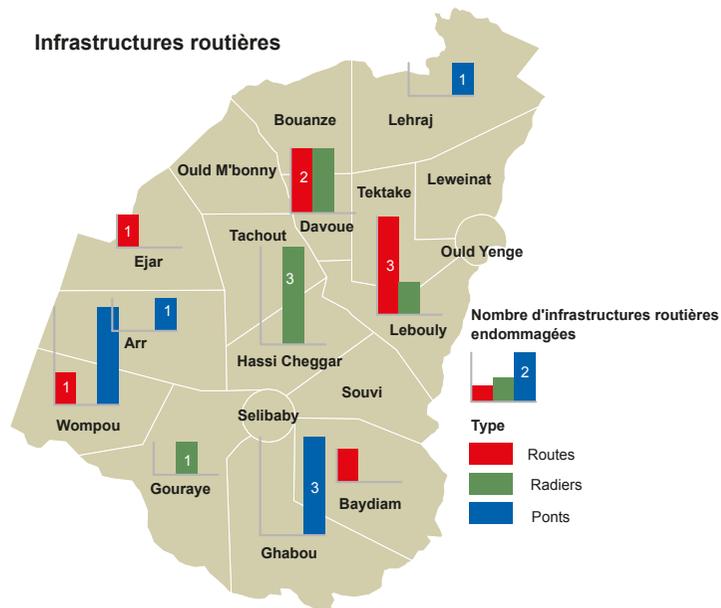
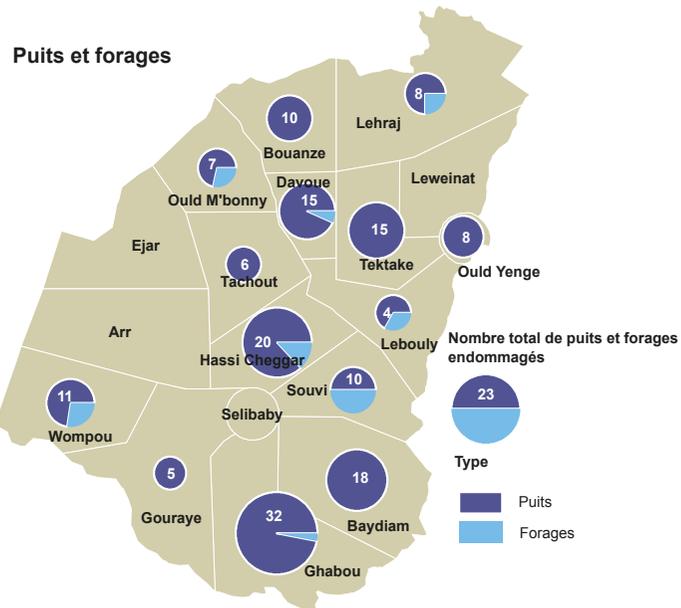
Sources : Limites administratives : HDX-World Food Programme and OCHA, 2017
Evaluation post inondations : Grdr, 2019

0 25 50 100 Km

Cartes 20 - Impacts des inondations au Guidimakha en octobre 2019



* Tous les établissements touchés sont des écoles primaires, sauf à Lebouly où il s'agit du collège







4

MÉCANISMES DE LA RÉSILIENCE DES SYSTÈMES CÉRÉALIERS, D'ÉLEVAGE ET DE L'ALIMENTATION DES GUIDIMAKHANKES

4.1 LA MOBILITÉ DES TROUPEAUX, LA MODIFICATION DE LA COMPOSITION DU CHEPTEL ET L'INTENSIFICATION EN CAPITAUX SONT AU FONDAMENT DE LA RÉSILIENCE DES SYSTÈMES D'ÉLEVAGE

On peut considérer que trois systèmes d'élevage cohabitent dans la région se différenciant essentiellement par le degré de mobilité des troupeaux, la composition et l'intensité en capital et en travail : le système embouche, le système transhumant et le système sédentaire. Plus la mobilité est réduite et plus l'intensité en travail et en capital est importante (cf. Grdr 2011 pp 113-123).

Historiquement, c'est en changeant de parcours (chronologie et/ou géographie) que l'on contourne les effets d'une année/période de crise fourragère à un endroit et un moment donnés. Comme indiqué plus haut, c'est le capital social de la famille, sa maîtrise foncière, qui détermine assez largement cette possibilité.

Des tendances plus récentes s'observent.

Tout d'abord, la modification de la composition du cheptel, avec une part croissante des petits ruminants (moutons et chèvres) en valeur absolue et relative. Cette première tendance de fond s'explique autant par le fait que ces espèces sont plus rustiques et moins exigeantes que les bovins que par l'augmentation de la demande, particulièrement en ovins (cf. §2.1).

Ensuite, l'intensification en capitaux notamment pour l'achat d'intrants alimentaires (« rakel » **encadré 3**, blé, fourrage) et vétérinaires, le transport d'eau et, plus rarement, pour la réalisation d'infrastructures (forage, etc.). Cette dynamique permet de contrebalancer les contraintes d'accès aux pâturages et à l'eau liées aux aléas environnementaux, à la concurrence sur l'espace et ressources et aux entraves à la mobilité animale. Ces dernières vont croissantes du fait des dynamiques d'enclosure des espaces cultivés, où fourrage et ressource en eau de surface se concentrent, des aléas politiques et sanitaires qui se traduisent par la fermeture des frontières ou encore des problèmes de vocation parmi les jeunes issus des familles de bergers. En dépit de cette tendance générale à l'intensification, les trajectoires des familles d'agropasteurs demeurent variés (**encadré 4 et tableau 8**).

7. Référence juillet 2020, prix au détail à Nouakchott.

Source : Enquête Grdr auprès d'une personne ressource, juillet 2020

Encadré 3 - L'omniprésence du « rakel » dans les pratiques d'élevage, un des témoins de l'intensification en cours dans les systèmes d'élevage

Le mot Rakel vient de la langue bambara. Il désigne un aliment destiné à l'alimentation des ruminants introduit par des commerçants en Mauritanie via le Sénégal puis le Mali. Le rakel est composé d'une association de son d'une céréale (blé, riz, mil et/ou sorgho), de tourteaux (arachide, coton) et/ou de céréales (maïs). La composition détermine les appellations et le prix. Les prix varient de 4500 UM pour le rakel le plus pauvre (son majoritaire) à 6000 pour le plus riche⁷ (tourteaux d'arachide majoritaires). L'origine est aussi déterminante dans la qualité. Le rakel fabriqué au Mali et au Sénégal est ainsi plus apprécié que celui fabriqué en Mauritanie.

Depuis la sécheresse des années 1970, c'est un produit de base, que l'on peut se procurer dans les localités les plus importantes de la région mais également dans des boutiques de détail implantées dans de petites localités. L'utilisation est variable selon les qualités. Le rakel à base de son majoritaire est ainsi utilisé comme un aliment pour gérer la soudure fourragère, éviter trop de perte dans le cheptel. Le rakel à base de maïs ou arachide majoritaire est utilisé pour la production laitière, l'embouche.

Encadré 4 - Quelques évolutions des systèmes d'activités et des pratiques d'élevage observées depuis les années 1960 dans deux familles d'agropasteurs établies dans la commune de Lahraj

La commune de Lahraj, au nord-est du Guidimakha, est traversée par un couloir de passage de transhumants, venant du Tagant et de l'Assaba et se dirigeant vers le Mali via le sud du Guidimakha (voir figure 18). Les eaux de surface y sont accessibles et les ressources fourragères abondantes, notamment dans la zone appelée « Djenké ». Les deux portraits ci-dessous présentent les trajectoires que deux familles d'agropasteurs établies dans la zone ont suivies depuis les années 1960. Ils illustrent la diversité des facteurs influençant celles-ci : pédoclimatiques certes, mais aussi sociaux (évolution des standards de vie cf. §1.5, perte d'attrait du métier de berger), économiques (développement d'un marché pour les animaux gras et, dans une moindre mesure, lait frais) et politiques (tracasseries frontalières, services vétérinaires, aide alimentaire etc.).

TRAJECTOIRE 1 > SÉDENTARISATION DE LA FAMILLE, DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE ET INTENSIFICATION DES PRATIQUES D'ÉLEVAGE

Originaire de l'Assaba, VOMM est un homme âgé. Dans les années 1960, le troupeau de sa famille pâturait dans l'Aftout, jusqu'à Kiffa pendant la saison des pluies, et jusqu'à Aweinatt pendant la saison sèche, au piémont de la montagne de Lahraj. La recherche de l'eau et du pâturage pour les petits ruminants orientait alors ces déplacements. Les évolutions climatiques ont conduit la famille à se sédentariser en 1978, sur les zones de campement de saison sèche, à Aweinatt. Elle se lance alors dans l'agriculture, en cultivant des terres localisées sur le bassin versant de l'oued Lahraj. Les points d'abreuvement du bétail évoluent en fonction des saisons: mares pendant la saison des pluies, les puisards des contreforts de la montagne pendant la saison des cultures, puis les puisards foncés au niveau de l'oued, près des champs, après la récolte.

Depuis dix ans, la famille s'est installée à Lahraj pour accéder aux services de santé, à l'école et, surtout, à l'eau. Le troupeau n'a pas modifié ses déplacements. Les animaux se déplacent seuls. Un berger est toutefois chargé de suivre les mises bas, de retenir les veaux et de soigner les bêtes malades. Depuis 2003, VOMM a introduit le rakel dans l'alimentation du bétail afin de limiter l'ampleur des mouvements du troupeau. Pour financer l'achat de cet intrant, il a vendu quelques têtes et profité de ses bonnes relations avec l'administration départementale. On doit aussi relever que le ménage bénéficie de ressources monétaires à travers les transferts d'un parent ayant quitté Lahraj. En 2012, le déficit fourrager dans la zone a été tel que VOMM avait décidé de déplacer son troupeau jusqu'à Arkao (zone de Khabou) où les ressources en eau et pâturage sont réputées abondantes. L'un de ses parents avait accompagné le troupeau mais il avait dû recruter de nouveaux bergers. Depuis, VOMM a intégré des pratiques d'achat-embouche-revente de bétail.

TRAJECTOIRE 2 > SÉDENTARISATION PARTIELLE DE LA FAMILLE, DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE ET MOBILITÉ, PAR DÉFAUT (?), DES ANIMAUX

ODB est un homme âgé né à Lahraj au sein d'une famille nomade. Lahraj était le lieu du campement pendant la saison des pluies, d'où les membres de la famille partaient vers le sud de la région dès le début des pluies. Dans les années 1950-1960, leurs parcours étaient réduits du fait de l'abondance en eau et pâturage. L'élevage de bovins et petits ruminants étaient leur unique activité. Les maladies régulaient alors la taille du troupeau.

En 1977, la famille se sédentarise partiellement au niveau de la commune de Lahraj et, comme celle de VOMM, commence à pratiquer l'agriculture au niveau du bassin versant de l'oued Lahraj. Le troupeau croît du fait notamment des campagnes sanitaires de l'Etat (déparasitage, vaccination etc.) et de l'évolution des pratiques vétérinaires des éleveurs. Pendant la saison des pluies, les animaux parcourent librement la partie occidentale de la commune, éloignée des zones de culture. En saison sèche, les animaux partent en transhumance selon un calendrier et un itinéraire dépendant de la pluviométrie. Les mouvements varient ainsi grandement d'une année à l'autre.

En 2017, le fils d'ODB, sa belle-fille et 3 de ses petits enfants partent en transhumance. Le départ, qui eut lieu le 25 octobre, est qualifié de précoce. Ce départ anticipé s'explique par l'affluence elle-même précoce de troupeaux venant du nord menaçant les ressources fourragères de qualité et augmentant le risque de maladie. L'usage de rakel est en effet marginal dans cette famille qui n'a pas, contrairement à VOMM, de relation privilégiée avec les autorités départementales en charge de mettre à disposition du rakel subventionné. ODB mentionne en outre un inconvénient majeur à l'utilisation exclusive de rakel : cet aliment est pauvre en fibres ce qui suppose de le compléter avec un intrant riche en fibres comme les feuilles de doumier.

Si le système d'activités d'ODB demeure orienté vers la transhumance et repose sur les membres de la famille, deux modifications sont intervenues ces dix dernières années. ODB évite désormais de se rendre au Mali du fait des tracasseries administratives (« droit de passage ») mais aussi du coût croissant des prestations et intrants côté malien: fonçage de puisards, intrants vétérinaires et aussi, parfois, complément alimentaire. ODB relève en outre qu'une quinzaine de vaches demeurent désormais à l'année au village. Cette évolution permet à la famille de disposer de lait en abondance toute l'année.

Tableau 8 - Quelques évolutions des systèmes d'activités et des pratiques d'élevage observées depuis les années 1970 dans deux familles d'agropasteurs établies dans la commune de Lahraj

	VOMM	ODB
POINTS COMMUNS		
TAILLE DU TROUPEAU	augmentée	très augmentée
VACCINATION	systématique	systématique
SÉDENTARISATION	partielle	totale
AGRICULTURE	Intégration	Intégration
DIFFÉRENCES		
JEUNESSE	Pas d'intérêt pour le métier de berger	Jeune père de famille conduit la transhumance
TAILLE DU TROUPEAU	200-500	Plus de 500
MOYEN DE TRANSPORT PROPRE	Oui	Non
RESSOURCES ISSUES DE L'ÉMIGRATION URBAINE OU DU COMMERCE	Oui	Non
QUALITÉ DU PÂTURAGE	Peu recherchée	Très recherchée
UTILISATION ALIMENT BÉTAIL	Systématique	Limitée aux cas d'extrême nécessité durant la transhumance
MOBILITÉ DES ANIMAUX	Réduite à l'espace communal sauf déficit fourrager extrême	Maintenue et anticipée les années sèches. Un lot de vaches demeure au village.
	Parcage la nuit, libre divagation la journée	Un seul berger, issu de la famille, conduit la transhumance
VENTE D'ANIMAUX	Par lot, toute l'année, surtout en fin d'hivernage	Par tête au besoin

4.2 LA NATURE DU SYSTÈME SEMENCIER ET LE CARACTÈRE EXTENSIF DES SYSTÈMES DE CULTURE MAJORITAIRES SONT AU FONDAMENT DE LA RÉSILIENCE DE LA PRODUCTION CÉRÉALIÈRE AU GUIDIMAKHA.

La fréquence des événements exceptionnels, la précarité foncière de nombreux agriculteurs, l'évolution des habitudes alimentaires des Guidimakhankés ou encore la nature des politiques publiques mises en œuvre en Mauritanie sont autant d'éléments peu favorables à la production céréalière dans la région. Le fait qu'en dépit de toutes ces contraintes les Guidimankhés produisent en moyenne 14 000 tonnes de sorgho pluvial par an est donc la preuve d'une résilience certaine des systèmes céréaliers dans la région voire d'une résistance certaine.

Cette capacité de résilience s'explique tout d'abord par la nature du système semencier en vigueur. Celui-ci se caractérise d'une part par une biodiversité semencière importante dominée par des écotypes de pays. Ainsi, un inventaire réalisé à la fin des années 2000 a permis de recenser une cinquantaine d'écotypes de sorgho dans la région. Ce portefeuille de matériel végétal permet aux producteurs de valoriser différentes parties du milieu et ainsi de gérer les risques pesant sur chacun des différents écosystèmes. La forte variabilité génétique de ces variétés de pays limite leur vulnérabilité aux maladies et aux prédateurs et contribue à leur maintien. Ce système se caractérise en outre par des modalités d'approvisionnement indépendantes des soutiens étatiques ou non étatiques. En effet, une majorité de familles auto produit ses semences de sorgho ou se les procurent dans sa localité ou dans les marchés avoisinants. Les pratiques de conservation et la vigueur des échanges à l'échelle locale et transfrontalière permettent de gérer les risques d'approvisionnement à partir de l'auto production. Ce patrimoine continue d'évoluer au gré d'apports divers : variétés (ré)-introduites par des projets ou des personnes ramenant des semences de l'extérieur puis adaptées aux contextes par sélection massale.

La résilience de la production céréalière au Guidimakha s'explique ensuite par le fait que les systèmes de culture céréalières dominants sont extensifs en capitaux. Ces systèmes sont en effet très majoritairement manuels (culture à la houe) et reposent sur un usage très limité d'intrants autres que semenciers. Ils ne nécessitent pas d'équipements coûteux⁸. On peut ainsi considérer que les coûts de production à l'hectare ne dépassent pas la valeur des semences, soit entre 2 et 3 mouds par hectare (de 8 à 12 kg selon la densité et qu'il y ait re-semis ou pas). Sachant qu'un actif peut au maximum cultiver 0,5 hectare en consacrant sur l'ensemble du cycle

environ 120 jours de travail, il lui faudrait disposer de 4 à 6 kg de semences soit la valeur de 100 à 150 MRU. En conséquence, dès lors qu'un actif dispose d'un accès au foncier, des savoir-faire et de la force physique nécessaires, il peut se lancer dans la culture céréalière même sans grande capacité financière. Cela explique le fait qu'une large majorité de familles (72% en 2017) parvienne à cultiver du sorgho, même après plusieurs années difficiles.

8. Le coût d'une houe est de 250 MRU (Sélibaby, juin 2020), outillage renouvelé après plusieurs années.

Encadré 5 - Les principaux écotypes de sorgho cultivés au Guidimakha

Dans les zones non inondables, où la pression foncière est faible, on rencontre essentiellement des écotypes à panicule lâche ou semi lâche dont le cycle n'excède pas 3 mois : « nienico », « chouetra », « hanini », « sidi nieleba », « mamouma », « ndabiri ». Moyennement appréciés par les consommateurs, ils s'accommodent de sols sablo limoneux, supportent relativement bien les périodes de déficit hydrique qui surviennent régulièrement, mais s'avèrent souvent plus appréciés par les oiseaux que les variétés de bas-fonds. Leur rendement n'excède généralement pas 600 kg/ha. Il s'agit d'écotypes en recul, cultivés par défaut par les familles qui n'ont pas accès aux terres de bas-fonds.

Dans les zones inondables, le long des oueds, où la pression foncière est la plus importante, on cultive essentiellement des types variétaux à panicule compacte dont le cycle s'étend de 4 à 6 mois en fonction de l'écotype considéré : « fella », « taghalit », « bougedra », « gadiaba ». Il s'agit des variétés les plus appréciées par les consommateurs. Elles supportent les excès d'eau, fréquents dans cette partie de l'écosystème, et préfèrent les sols à dominante argilo limoneuse. La fertilité est à ce niveau renouvelée par les apports de limons transportés par les oueds. Leur rendement peut dépasser 1 tonne/hectare.

On doit aussi mentionner l'importance du sorgho pour l'affouragement du bétail. Tiges et feuilles sont ainsi récoltées et stockées au même titre que les épis.

Adapté de Le Coq et Sow (2011)

4.3 UNE TENDANCE À L'INTENSIFICATION EN CAPITAUX DES SYSTÈMES CÉRÉALIERS EST OBSERVÉE DANS LES LOCALITÉS ET FAMILLES DISPOSANT DE LA MEILLEURE ASSISE FONCIÈRE.

Dans certaines des localités les plus anciennes de la région et pour certaines des familles fondatrices de celles-ci, on assiste à une dynamique d'intensification en capitaux des systèmes de culture céréalières. Ces dynamiques visent à sécuriser les niveaux de production et, peut-être avant tout, à sécuriser un patrimoine foncier de plus en plus convoité : les zones de bas-fonds et de culture de décrue. Il s'agit en

effet des parties de l'écosystème où les aléas pluviométriques ont le moins d'impact et où l'eau est disponible en abondance au moins certaines périodes de l'année.

Il en va ainsi dans le bourg de Bouilly, où on observe le recours croissant à de la main d'œuvre extra familiale et au développement de la culture attelée bovine sous l'impulsion d'ouvriers agricoles venant du Mali (**encadré 6**).

Encadré 6 - Quand l'émigration alimente l'immigration et permet l'intensification des systèmes céréaliers. Un aperçu de la situation à Bouilly

Bouilly (environ 5000 habitants d'après le recensement de 2013) se situe en bordure du Karakoro. Ce bourg connaît une croissance démographique soutenue. Trois quartiers composent désormais cette petite ville.

Depuis les années 1970 au moins, des familles de Bouilly ont recours à des travailleurs (agricoles) saisonniers. Cette pratique s'explique par plusieurs facteurs. En premier lieu par le départ de certains actifs, particulièrement d'hommes jeunes, vers différents horizons, souvent sur de longues périodes (phénomène ancien datant au moins du début du 20^{ème} siècle). Ensuite, plus récemment, par la tendance par certains jeunes à boycotter- directement ou indirectement- les travaux agricoles les plus pénibles. Les jeunes actifs sont bel et bien présents et nombreux mais certains ne sont plus facilement mobilisables par leur famille.

Ces dix dernières années, la demande en travailleurs saisonniers augmente du fait que :

- Il y a de plus en plus de familles qui ne peuvent s'appuyer sur la main d'œuvre familiale soit qu'elle a émigré (hommes) soit que, bien que résidente à Bouilly, elle n'est plus ou moins disponible;
- Des familles ont davantage de moyens financiers ;
- Les rapports de subordination entre familles d'ascendance noble et familles d'ascendance servile se distendent. Les premiers ne recrutent désormais que marginalement les seconds.

Ainsi, en 2019, les 2/3 des familles soninkés de Bouilly auraient recours à de la main d'œuvre extra familiale et extra villageoise contre rémunération. Il s'agit des familles les plus aisées financièrement. Elles comptent généralement des membres expatriés à l'international (souvent en Europe de l'ouest mais aussi au Brésil, etc.). L'absence des personnes ayant émigré n'aurait que peu d'impact sur les superficies cultivées dans la mesure où cette force de travail familiale absente ou non mobilisable est remplacée par une main d'œuvre extra-familiale qu'on rémunère grâce, directement ou indirectement, aux transferts financiers.

Les sources de travail extra familial et extra villageois sont de plusieurs origines. Tout d'abord les haratines établis à proximité de Bouilly. Ensuite, les « VM » pour « Venant du Mali », travailleurs originaires donc du Mali voisin. Ces travailleurs sont mobilisés pour différents travaux : cultures pluviales, cultures de décrue (importantes à Bouilly), récolte de paille pour l'affouragement du bétail, coupe de bois etc.

Le rang des « VM » n'a cessé de grossir ces dix dernières années. Près de 150 d'entre eux résideraient désormais dans le village. Il s'agit exclusivement d'hommes, majoritairement célibataires et jeunes. Ces dernières années, plusieurs mineurs sont ainsi venus s'installer à Bouilly. L'origine géographique de ces travailleurs n'est pas toujours cernable. Une majorité viendrait de la région de Kayes mais d'autres régions sont pourvoyeuses. Il s'agit d'agriculteurs (ou d'enfants d'agriculteurs) de condition modeste à la recherche de revenus monétaires et de conditions de vie meilleures que dans leur localité d'origine. Les habitudes alimentaires locales, qui laissent une bonne place au riz importé- perçu dans le Mali rural comme une denrée de luxe-, sont citées comme un des éléments expliquant l'attrait de ces ouvriers pour Bouilly.

Un système de recrutement s'est constitué s'appuyant sur des ressortissants de Bouilly établis dans la ville de Kayes (Mali). Ce système doit d'une part permettre de s'assurer que « les candidats » resteront au moins durant tout le cycle cultural hivernal et même au-delà. Par le passé en effet, certains travailleurs, recrutés sur place, au hasard, quittaient Bouilly dès qu'ils obtenaient la somme nécessaire pour se rendre à Nouakchott (soit après 2 ou 3 mois de travail), un centre urbain polarisateur. Certaines familles se retrouvaient ainsi dans des difficultés pour assurer les récoltes des cultures pluviales, récolter la paille et lancer le cycle de culture de décrue. D'autre part, ce système vise à s'assurer que les candidats disposent a priori des compétences et de l'accord de leur famille. L'entretien avec les candidats permet de prendre leur référence, d'échanger avec leurs parents, bref d'évaluer le projet et les dispositions des jeunes migrants passant par Kayes.

Ces ouvriers « maliens » apportent leur force de travail mais également leurs savoir-faire. On note ainsi sous leur influence une modification importante des itinéraires techniques dans les systèmes de culture céréaliers pluviaux et de décrue : développement de la culture attelée bovine, pratique d'un seul sarclage au lieu de deux etc. Ces pratiques (mobilisation de main d'œuvre extra villageoise et passage à la traction animale) témoignent d'une réelle dynamique d'intensification en capitaux des systèmes de culture céréaliers dans certaines familles de Bouilly. Elles permettent de garantir la ponctualité des opérations culturales dont on connaît l'importance pour les rendements et ainsi de maîtriser davantage certains des aléas pesant sur la production céréalière. Elles permettent enfin, et peut-être surtout, aux familles qui y ont recours de marquer leur attachement à l'agriculture dans un contexte de pression foncière croissante et d'urbanisation.

4.4 L'ÉLEVAGE, LA MOBILITÉ DES ACTIFS ET LA DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE QU'ELLE PERMET SONT DES CLÉS DE LA RÉSILIENCE ALIMENTAIRE DES MÉNAGES... À CERTAINES CONDITIONS.

En novembre 2017, 90% des familles établies dans le Guidimakha affichaient un profil de consommation alimentaire jugé conforme aux normes promues par le PAM avec toutefois des « Scores de Consommation Alimentaire » (SCA) variables (**Figure 5** et annexe 2 pour la définition du SCA). La corrélation entre le profil des activités menées par les familles et le niveau de leur SCA a été testée. Les résultats de cette analyse confortent globalement les éléments présentés plus haut ainsi que les hypothèses avancées précédemment (Grdr, 2011). Ils permettent de les préciser et nuancer.

Le premier constat est celui d'une absence de corrélation entre le fait de cultiver des céréales sèches (tous systèmes de culture et surfaces confondus) et le fait d'avoir un bon SCA : il n'est ni suffisant ni même nécessaire de cultiver du sorgho pour avoir un bon niveau de sécurité alimentaire. Ce constat confirme la déconnexion entre le niveau de sécurité alimentaire et le niveau de la production céréalière locale. Le riz et le blé sont à la base des préférences alimentaires régionales, bien plus que le sorgho qui n'est consommé au mieux qu'une fois par jour. On peut rappeler, pour confirmer cette conclusion, que la dernière crise alimentaire majeure qui a frappé la région, en 2007-2008, est consécutive à la hausse du prix de ces deux céréales sur les marchés internationaux, non à une crise de la production locale de sorgho.

Pour autant, près de ¾ des familles cultivaient du sorgho en 2017. Cela s'explique par plusieurs raisons, variables selon les familles et personnes considérées. Elle est dans certains cas une activité par défaut. Extensive en capitaux, donc de ce point de vue accessible à tous, elle permet en outre de produire du fourrage pour le bétail et de marquer l'espace dans un contexte de pression foncière croissante. Finalement elle permet à certaines personnes de générer des revenus monétaires, particulièrement pour des jeunes hommes et femmes qui produisent du sorgho sur des parcelles individuelles, dans la perspective de le vendre au sein du village voire au sein de leur famille même. On doit aussi relever que les termes de l'échange entre

sorgho et céréales importées sont favorables, notamment pour le sorgho fella, le plus apprécié des consommateurs.

Les familles qui y ont accès concentrent leurs efforts sur les espaces où les aléas sont moindres (walo, bordure d'oued), où il est possible de cultiver les variétés de cycle long (fella et associé). Les zones amont (dieri) sont désormais essentiellement valorisées pour l'élevage.

Le constat est inverse en ce qui concerne l'élevage : le fait d'élever des ruminants est toujours associé à un meilleur SCA. L'élevage est une activité moins risquée, plus rémunératrice et moins pénible que l'agriculture en sec avec notamment un marché très porteur, en particulier pour les ovins (cf. plus haut). On estimait ainsi en 2011, que « ...un troupeau composé d'une vache et d'une demi-douzaine de petits ruminants, un « troupeau du pauvre » dans les régions considérées [dont Guidimakha], génère autant de revenu qu'un hectare de terre valorisé pour produire du sorgho associé au niébé... », cela au prix de moins de travail et d'un travail moins pénible (Grdr, 2011). Il n'est pas surprenant dans ces conditions que les efforts d'intensification en capitaux s'observent avant tout à l'échelle des systèmes d'élevage. Pour autant, l'activité comporte des risques comme les vols (zone frontalière) et suppose de pouvoir mobiliser des fonds quelquefois conséquents en cas de soudure ou de problème sanitaire. L'accès au rakal, aliment pour bétail, apparaît stratégique (cf. encadré 3 du § 4.1)

L'analyse par cluster suggère que la diversification des activités est une stratégie gagnante : plus le système d'activités est diversifié et meilleur est le SCA. En première approximation, on peut considérer que la polyvalence des actifs familiaux est déterminante pour obtenir un bon SCA. Autrement dit, c'est en combinant agriculture, élevage à des activités extra agropastorales que l'on peut garantir un accès satisfaisant à l'alimentation. *Cette conclusion doit cependant être nuancée, une diversification trop importante s'apparentant davantage à de la débrouille qu'à une stratégie réelle de résilience.*

La diversification du système d'activités suppose la mobilité d'une partie des actifs dans la mesure où les opportunités de diversification sont localement restreintes. Les revenus générés par les membres ayant quitté leur territoire d'origine facilitent l'accès à l'alimentation et permettent parfois de soutenir les efforts d'intensification du secteur agro pastoral, comme nous l'avons relevé à deux reprises dans le présent document (cf. encadré 6 du §4.3, figure 30 et encadré 4 du §4.1). Toutefois, il ressort de notre analyse que le fait qu'une famille comporte un/des actif(s) en mobilité contribuant au revenu de la famille n'est pas toujours significativement corrélé à un meilleur SCA. Le type d'activité menée à l'extérieur du terroir conditionne en effet l'importance et la fréquence des transferts monétaires qu'il faut également rapporter à la taille du noyau familial.

Le contexte économique et les politiques migratoires en vigueur dans les pays de destination et le capital (financier, social et culturel) de la personne en mobilité, produit de l'histoire familiale et de la position sociale de la personne considérée, déterminent les possibilités du « migrant » et l'impact des départs. Aux mobilités internationales de longue durée vers la sous-région ou l'Europe de l'ouest, s'inscrivant dans une histoire désormais plus que centenaire, s'ajoutent les mobilités saisonnières, vers les villes en particulier (Cartiaux, 2013), ou vers les zones connaissant un boom économique (exemples des sites aurifères mis à jour ces dix dernières années).

Il faut également considérer l'impact de l'action des collectifs de ressortissants du Guidimakha établis dans le monde. Ces collectifs parviennent, pour certains, du fait de leurs capacités de mobilisation de ressources (financières mais aussi partenariales et techniques) à avoir un impact significatif positif sur l'accès aux « services de base », en particulier à l'eau potable (Grdr, 2019c).

Ces nuances apportées, on retiendra que les systèmes d'activités localisés de la première moitié du 20^{ème} siècle ont laissé la place à des systèmes d'activités multi-situés et diversifiés et que la polyvalence des actifs et les mobilités humaines sont une condition du maintien d'une majorité de personnes davantage qu'un marqueur de crise.

Encadré 7 - Dynamiques des mobilités humaines vs inertie d'une certaine expertise

Une étude avant-projet commanditée en 1989 par le Grdr concluait à propos de familles de la localité de Tachott Bérané (Kiemtoré C., 1990) :

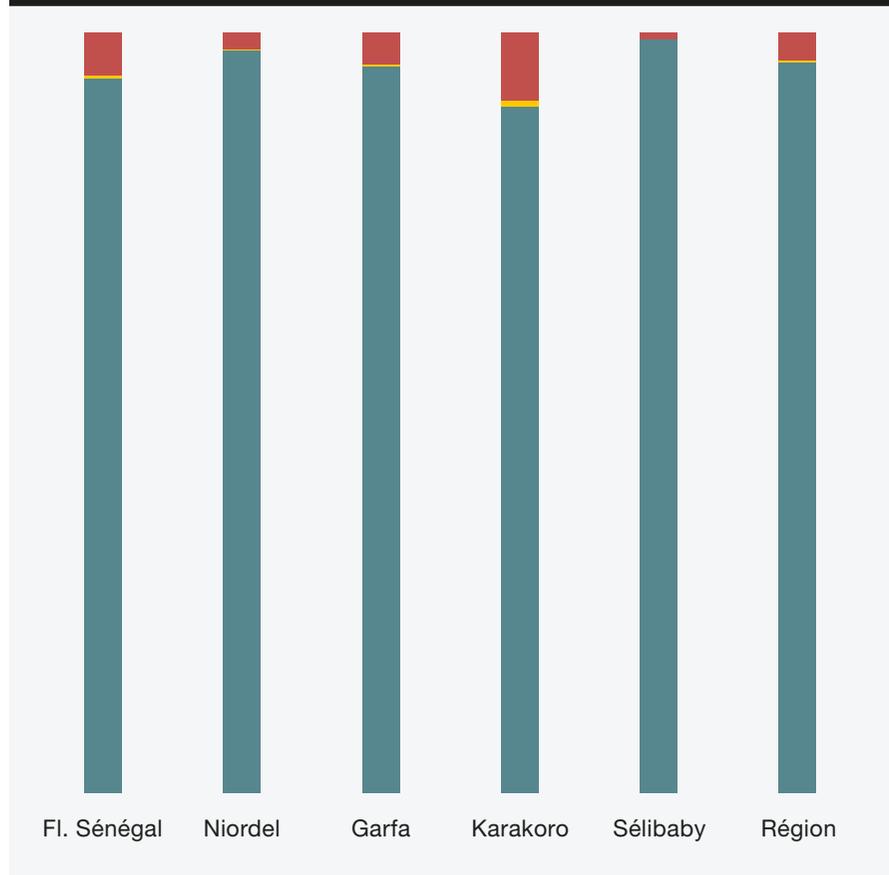
« Pour se maintenir, le système social intensifie l'émigration : 40% des hommes actifs sont touchés. Les émigrés sont maintenant dans d'autres pays européens [que la France] surtout l'Italie, Espagne. Depuis peu, les grandes villes d'Afrique ou des pays arabes (Libye, Emirats Arabes Unis, Arabie) reçoivent près de 57% des émigrés de Tachott-Bérané. Mais dès 1973, la récession économique internationale, et les changements de politique générale dans la plupart des pays hôtes modifient la tendance des dernières années. Les jeunes volontaires à l'émigration ont de plus en plus de difficultés à passer les frontières, et pour trouver un emploi.

Contrainte à vivre dans son espace, la population soninké du Guidimakha réalise aujourd'hui les limites de la stratégie migratoire. Elle doit à présent trouver des solutions appropriées aux problèmes quotidiens : déficit alimentaire, manque d'équipement socioéconomique, faible revenu... Du côté des migrants, c'est la prise de conscience du rôle important que les émigrés peuvent jouer dans le développement économique et social des villages. Une question se pose à tous : comment mobiliser l'épargne collective issue de la migration (estimée à plus de 6 400 000 UM par an pour le village de Tachott), et comment le réinvestir dans le développement économique et social ? »

Trente ans après cette étude deux constats s'imposent : 1) alors que le contexte décrit s'est durci (renforcement des entraves à la mobilité, durcissement des politiques migratoires et des difficultés économiques), la trajectoire de Tachott et du Guidimakha démentissent largement les hypothèses d'alors ; 2) la posture d'une certaine expertise et ses questionnements n'ont guère changé.

Ces constats imposent la plus grande prudence quant à la formulation d'éventuelles prédictions relatives aux dynamiques et impacts des faits migratoires sur le Guidimakha. Tout au plus peut-on constater que, tout le long du 20^{ème} siècle au moins et jusqu'à ce jour, les dynamiques migratoires sont au cœur de la résilience du territoire, comme de celle de nombreuses autres régions rurales d'Afrique subsaharienne (Mercandalli et Nshimbi, 2016) et d'ailleurs (Valette, 2015)

Figure 5 - Évaluation du Score de Consommation Alimentaire en novembre 2017 dans les 5 bassins versants du Guidimakha



Source : Enquête Grdr

CONCLUSION

DE L'IMPORTANCE DE SÉCURISER LES MOBILITÉS GÉOGRAPHIQUES ET DE SOUTENIR LA MOBILITÉ SOCIALE

Les éléments exposés ici confirment à quel point l'analyse de la résilience (agro pastorale) est exigeante. Nécessairement multidisciplinaire, elle doit porter sur différentes échelles spatiales et temporelles ainsi que sur différents (sous)-systèmes. Elle demande en conséquence une maîtrise de l'histoire des territoires et des trajectoires des différents systèmes considérés. Elle suppose enfin la mise en relief des différentes formes de capital (financier, social, culturel, symbolique) conditionnant les capacités de résilience ainsi qu'une connaissance fine de l'environnement socio politique influençant les acteurs des systèmes considérés.

Ces conclusions méthodologiques rappelées, nos travaux confortent certaines des hypothèses initiales, en particulier celle d'une tendance à la déconnexion entre niveau de production locale de céréales et sécurité alimentaire. Les cours mondiaux du blé, les pratiques tarifaires de la Mauritanie et la politique de soutien à la riziculture irriguée orientée vers le Trarza et le Gorgol influencent bien davantage la sécurité alimentaire au Guidimakha que la production régionale en céréales. L'élevage, particulièrement de petits ruminants, représente au contraire un des socles de l'économie régionale, déterminant assez largement la capacité des familles à faire face aux aléas politiques, économiques et climatiques caractérisant le contexte. Cela explique la tendance à l'intensification en capitaux observée dans ce secteur pour l'achat d'intrants alimentaires et vétérinaires en particulier.

Mais c'est finalement par la combinaison de multiples activités que les familles du Guidimakha parviennent, avec des degrés divers de réussite, à sécuriser leur ali-

mentation et à accomplir leur projet de vie. Les complémentarités et synergie entre agriculture et élevage sont bien réelles. Mais il faut également considérer la part conséquente et croissante de « l'extra agro pastoral » dans l'économie de la région, développement que l'on doit largement à la mobilité des actifs, à leur capacité à circuler.

Loin d'être exotique, exceptionnelle ou récente, la mobilité des actifs est une caractéristique structurelle et historique des familles établies au Guidimakha et dans tout le sahel occidental (Rouch, 1956) que l'on retrouve d'ailleurs dans plusieurs continents. Au Guidimakha comme dans d'autres régions du monde « l'ancrage local et la migration sont les deux revers de la même médaille » (Valette, 2015).

Achille Mbembé (2019), dans une récente tribune publiée dans le journal Libération, affirmait : « De nos jours, l'une des manières de vulnérabiliser des millions de gens est de les empêcher de bouger. » Alors que de plus en plus de bailleurs et de projets se donnent pour objectif de « fixer » les populations et en particulier les jeunes, cette mobilité doit au contraire être soutenue et sécurisée dans toutes ses dimensions. La mobilité géographique tout d'abord dont on a évoqué l'importance à plusieurs reprises dans le cours de ce document. La mobilité sociale enfin et peut-être surtout. Sur ce dernier point, il apparaît crucial que les initiatives visant à favoriser la résilience agro pastorale évaluent a priori dans quelles mesures les actions prévues contribuent à maintenir l'ordre social en vigueur ou à accompagner les nécessaires changements socio-fonciers sans lesquels les risques de conflits ne manqueront pas de s'accroître au Guidimakha comme dans d'autres régions du Sahel avec les conséquences que l'on connaît (Bayart, 2017 ; Zanoletti, 2019).

BIBLIOGRAPHIE

Bayart J.F. (2017) De quoi Boko Haram est-il le nom ?

<https://blogs.mediapart.fr/jean-francois-bayart/blog/180817/de-quoi-boko-haram-est-il-le-nom>

Consulté le 2 juillet 2020

Benjaminson A. et Hiernaux P. (2019) From Dessication to Global Climate Change : A History of Desertification Narrative in the West African Sahel, 1900-2018. In *Global Environment* 12 (2019) : 206-236

Bradley P., Reynaut C. et Torrealba J. (1977) Le Guidimakha mauritanien. Diagnostic et propositions d'action. *War on Want*, Londres

Cartiaux, M. (2013) Le bagot, la daba et l'ouguiya. Rôle des mobilités saisonnières dans l'économie des ménages pauvres. *Croix-Rouge française*, Nouakchott

Chastanet M. (1983) Les crises de subsistances dans les villages soninke du cercle de Bakel, de 1858 à 1945. Problèmes méthodologiques et perspectives de recherches. *Cahiers d'Etudes Africaines*, 1983, 23 (1-2), p. 5-36

https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/pleins_textes_5/b_fdi_14-15/17250.pdf#search=>chastanet

Consulté le 2 juillet 2020

Courade G. (1989) Le risque d'insécurité alimentaire. De l'imprudence écologique au démantèlement de l'Etat-providence In : *Le Risque en Agriculture*. Dir. Eldin M., Milleville P. Editions ORSTOM

<https://books.openedition.org/irdeditions/16299>

Consulté le 31 juillet 2020

Descroix L. (2019) Processus et enjeux d'eau en Afrique de l'ouest soudano sahé-lienne. Editions des archives contemporaines. 320 p.

<https://www.archivescontemporaines.com/books/9782813003140>

Consulté le 23 juillet 2020

Diagana A. (2011), Transfert de normes et logiques d'acteurs : quand la décentralisation redistribue les équilibres politiques à l'échelle locale (Mauritanie, Mali, Sénégal), thèse de doctorat, université de Rouen, 2011.

Diagana A. (2010), Le développement local en Mauritanie, *Hommes & migrations*, 1286-1287 | 2010, 246-256.

Diagana A. (2013) Territoires, souverainetés et frontières, *Hommes & migrations*, 1304 | 2013, 103-109.

Diagana A., (2016) Land grabbing en Mauritanie : le feu qui couve.

<https://kassataya.com/2016/09/22/land-grabbing-en-mauritanie-le-feu-qui-couve/>

Eldin M. et Milleville P. (1989) *Le risque en agriculture*. Editions ORSTOM 619 p.

<https://books.openedition.org/irdeditions/16044>

Consulté le 21 juillet 2020

Fréguin-Gresh S., Cortès G., Trousselle A., Sourisseau J.M. et Guétat-Bernard H. (2015) Le système familial multilocalisé. Proposition analytique et méthodologique pour interroger les liens entre migrations et développement rural au Sud. *Mondes en Développement* Vol.43-2015//4-n°172 pp 13-32

<https://www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2015-4-page-13.htm>

Consulté le 31 juillet 2020

Grdr (2011) Atlas du sud-est mauritanien : dynamiques rurales
<https://grdr.org/Atlas-du-Sud-est-mauritanien,596>
 Consulté le 2 juillet 2020

Grdr (2019a) Histoires sahéliennes, un voyage dessiné en 6 épisodes. Episode 1 : Dakar.
<https://grdr.org/Histoires-saheliennes-Episode-1-Dakar>
 Consulté le 2 juillet 2020

Grdr (2015) La Moyenne Vallée du fleuve Sénégal : centres et périphéries
<https://grdr.org/L-atlas-de-la-Moyenne-Vallee-du,1109> Consulté le 2 juillet 2020

Grdr (2019b) Préserver le patrimoine semencier du bassin du fleuve Sénégal : Mali, Mauritanie, Sénégal
<https://grdr.org/Preserver-le-patrimoine-semencier-du-bassin-du-fleuve-Senegal-Mali-Mauritanie>
 Consulté le 2 juillet 2020

Grdr (2019c) Profil migratoire. Sélibaby dans le monde, le monde à Sélibaby. Sélibaby, un pôle régional au cœur des trois frontières
http://www.grdr.org/IMG/pdf/sel-76p_profilsmigratoires_bd.pdf
 Consulté le 3 août 2018

Hervouët J.P. (1977) Stratégies d'adaptation différenciées à une crise climatique. L'exemple des éleveurs agriculteurs du centre sud Mauritanien 1969-1974. In : Stratégies pastorales et agricoles des sahéliens durant la sécheresse 1969-1974, Talence : CEGET, 1977, p. 61-88. (Travaux et Documents de Géographie Tropicale ; 30)
https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/pleins_textes_5/b_fdi_08-09/09077.pdf
 Consulté le 2 juillet 2020

Kiemtoré C. (1990) Etude-diagnostic du nord Guidimaka et formulation d'un plan d'actions intégrées pour Tachott Bérané (Mauritanie). Mémoire de Mastère Spécialisé « Développement Rural et Projets » CNEARC, ENGREF, ENSAM-M, IAM-M, Université Montpellier I

Lallau B., Laissus-Benoist P. et Mbetid-Bessane E. (2018) Introduction : la résilience peut-elle passer de la théorie aux pratiques ? In : Revue internationale des études du développement n°235 pp 9-25
<https://www.cairn.info/revue-internationale-des-etudes-du-developpement-2018-3-page-9.htm>
 Consulté le 16 juillet 2020

Le Coq Y. et Sow D.M. (2011) Enjeux de la préservation des semences paysannes en Mauritanie In : Revue Grain de Sel n°52-53
<http://www.inter-reseaux.org/publications/revue-grain-de-sel/52-53-les-semences-intrant/article/enjeux-de-la-preservation-des>
 Consulté le 17 juillet 2020

Mbembe A. (2019) Peut-on être étranger chez soi ? Libération du 13 novembre 2019
https://www.liberation.fr/debats/2019/11/13/achille-mbembe-eut-on-etre-etranger-chez-soi_1763182
 Consulté le 2 juillet 2020

Mercandalli S. et Nshimbi C. (2016) Dynamiques migratoires : des profils contrastés et un fort potentiel. In : Pesche D., Losch B. et Imbernon J. (eds.), (2016) Une nouvelle ruralité émergente – Regards croisés sur les transformations rurales africaines, Seconde édition revue et augmentée, Nepad et Cirad.
<https://www.cirad.fr/publications-ressources/edition/etudes-et-documents/atlas-une-nouvelle-ruralite-emergente-en-afrique-2e-edition>
 Consulté le 3 août 2020

Ourabah A. et Carcassès R. (2019) Comprendre la « résilience agropastorale » au Guidimakha à l'aune de l'examen des modalités d'approvisionnement en céréales. Etude réalisée dans les localités de Diagui Foulbé Diéri, Hassi Lebyadh, Tabal 1 (commune de Arr), Kalinioro (commune de Bouilly), Ould Jidou Ivoulane et Ould Jidou Maure (commune de Aweinatt) et Diaguiili (commune de Gouraye) Grdr. 46 p.

Pesche D., Losch B. et Imbernon J. (eds.), (2016) Une nouvelle ruralité émergente Regards croisés sur les transformations rurales africaines, Seconde édition revue et augmentée, Nepad et Cirad, 76 pages
<https://www.cirad.fr/MM/atlas-nepad/Atlas-Nepad-FR.pdf>
 Consulté le 3 août 2020

Rouch J. (1956) Migrations au Ghana. In: Journal de la Société des Africanistes n°26 pp. 33-196 https://www.persee.fr/doc/jafr_0037-9166_1956_num_26_1_1941
 Consulté le 2 juillet 2019

RPCA (2016) Les enjeux alimentaires face aux défis démographiques, urbains, migratoires et sécuritaires. Maps and Facts n°2. 40 p.
<http://www.oecd.org/fr/csao/publications/Maps-Facts-enjeux-alimentaires-FR.pdf>
 Consulté le 21 juillet 2020

Valette E. (2015) L'ancrage local et la migration comme les deux faces d'une même pièce. In : « Diversité des agricultures familiales dans le monde. Exister, se transformer, Devenir » pp 93-144
http://agritrop.cirad.fr/575193/1/document_575193.pdf
 Consulté le 2 juillet 2019

Zanoletti G. (2019) Le « Djihad de la vache » Libération du 12 juin 2019
https://www.liberation.fr/debats/2019/06/12/mali-le-jihad-de-la-vache_1733025
 Consulté le 2 juillet 2019

Centre de ressources Internet du programme RIMRAP :
<https://rim-rural.org/centre-de-ressources-2/>
 Voir notamment travaux de capitalisation d'initiatives de résilience au Guidimakha (Rhizome), cartographie partagée des enjeux environnementaux (En Haut !) et documents stratégiques.

LISTE

DES CARTES, ENCADRÉS ET TABLEAUX, LÉGENDE DES PHOTOGRAPHIES.

CARTES

- 14_ Carte 1**
Localisation de la Mauritanie et du Guidimakha
- 19_ Carte 2**
Relief du Guidimakha
- 19_ Carte 3**
Réseau hydrographique et bassins versant du Guidimakha
- 21_ Carte 4**
Localisation de points de vente de vivres subventionnés (boutiques Emel, SACS et SAVS) soutenus par l'Etat et/ou des ONG au Guidimakha
- 21_ Carte 5**
Localisation des centres de récupération nutritionnelle au Guidimakha
- 22_ Carte 6**
Axes routiers bitumés, hôpital, lycées et collèges du Guidimakha
- 25_ Carte 7**
Croissance démographique entre 2000 et 2013 dans les communes du Guidimakha
- 25_ Carte 8**
Population résidente et densité de population dans les communes du Guidimakha en 2013
- 25_ Carte 9**
Localités urbaines et localités rurales au Guidimakha en 2013
- 31_ Carte 10**
Flux annuels de bétail sur pied depuis la Mauritanie
- 33_ Carte 11**
Axes de transhumance traversant le Guidimakha
- 35_ Carte 12**
Espaces cultivés à Diaguily au sortir de la saison des pluies 2018

- 35_ Carte 13**
Espaces cultivés à Hassi Lebyadh au sortir de la saison des pluies 2018
- 35_ Carte 14**
Espaces cultivés à Tabal 1 au sortir de la saison des pluies 2018
- 36_ Cartes 15-16-17**
Cartes estimatives représentant les flux de blé, sorgho, riz en Mauritanie
- 37_ Carte 18**
Carte estimative représentant les flux de riz à l'échelle du Guidimakha
- 41-42_ Cartes 19-20**
Impacts des inondations au Guidimakha en octobre 2019

ENCADRÉS

- 15_ Encadré 1** - Une définition de la résilience
- 26_ Encadré 2**
Des pratiques alimentaires en évolution (composition de la diète type au Guidimakha)
- 46_ Encadré 3**
L'omniprésence du « rakel » dans les pratiques d'élevage, un des témoins de l'intensification en cours dans les systèmes d'élevage
- 47_ Encadré 4**
Quelques évolutions des systèmes d'activités et des pratiques d'élevage observées depuis les années 1960 dans deux familles d'agropasteurs établies dans la commune de Lahraj
- 49_ Encadré 5**
Les principaux écotypes de sorgho cultivés au Guidimakha
- 50_ Encadré 6**
Quand l'émigration alimente l'immigration et permet l'intensification des systèmes céréaliers. Un aperçu de la situation à Bouilly
- 52_ Encadré 7**
Dynamiques des mobilités humaines vs inertie d'une certaine expertise

FIGURES

18_ Figure 1

Les unités morpho pédologiques au Guidimakha mauritanien

19_ Figure 2

Cumuls des précipitations enregistrées à Sélibaby de 1933 à 2017

31_ Figure 3

Évolution de la production céréalière irriguée et pluviale en Mauritanie de 1983 à 2017

40_ Figure 4

Disettes et famines dans le cercle de Bakel de 1858 à 1946. Source Chastanet, 1983

53_ Figure 5

Évaluation du Score de Consommation Alimentaire en novembre 2017 dans les 5 bassins versants du Guidimakha

TABLEAUX

22_ Tableau 1

Accessibilité de la ville de Sélibaby pour des localités du Guidimakha

23_ Tableau 2

Accès à quelques services de base pour des localités du Guidimakha

31_ Tableau 3

Le Guidimakha dans la production agro-pastorale nationale

33_ Tableau 4

Effectif estimé de bétail au Guidimakha en 1981 et 2007

34_ Tableau 5

Les principales céréales consommées au Guidimakha

35_ Tableau 6

La place marginale de la production céréalière locale dans l'alimentation des Guidimanxés

43_ Tableau 7

Évènements exceptionnels majeurs ayant eu une influence directe négative sur la production agro pastorale au Guidimakha et/ou la situation socio économique du Guidimakha de 1989 à 2020

48_ Tableau 8

Quelques évolutions des systèmes d'activités et des pratiques d'élevage observées depuis les années 1970 dans deux familles d'agropasteurs établies dans la commune de Lahraj

ANNEXES

60_ Annexe 1

Essai de construction d'une balance alimentaire régionale du Guidimakha en 2010 et les principaux changements intervenus depuis

61_ Annexe 2

Le Score de Consommation Alimentaire ou SCA

62_ Annexe 3

Proportion de localités ayant bénéficié d'un appui de l'Etat et/ou d'ONG entre 2012 et 2017 dans les domaines de la santé, de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage

PHOTOGRAPHIES

1_ Photographie de couverture

Larahj Sabouré, octobre 2017 (© En Haut !)

13_ Introduction

Les femmes de la coopérative Guiraye vendent leurs produits maraîchers au marché du village. Guiraye, Mauritanie. 11/03/2011 (© J.B. Russel)

16_ Partie 1

Bouilly, octobre 2017 (© En Haut !)

28_ Partie 2

Zone de forte pression animale transhumance, Lahraj, Sabouré (© En Haut !)

32_ Garfa Peulh (©EnHaut !)

38_ Partie 3

Puits à Bellel-Lahraj (© EnHaut !)

44_ Partie 4

Vue du village de Tachott (© En Haut !)

ANNEXE 1

ESSAI DE CONSTRUCTION D'UNE BALANCE ALIMENTAIRE RÉGIONALE DU GUIDIMAKHA EN 2010 ET LES PRINCIPAUX CHANGEMENTS INTERVENUS DEPUIS.

Aliments couramment consommés au Guidimakha		Estimation de la couverture de la consommation de la wilaya par la production de la wilaya.	Origine importations (2010)	Origine importations (2020)
Céréales	Riz (brisure)	- de 5%	Asie (ré export via Sénégal)	RIM : Trarza (et Asie- ré export via Sénégal)
	Blé	0 %	France et Etats-Unis	Ukraine, France et Etats-Unis
	Sorgho, maïs	Entre 75 et 100%	Mali	Idem
Légumineuses	Niébé	100 %	(Mali)	Idem
	Arachide	- de 5 %	Mali	Idem
Produits animaux	Poisson frais	- de 5 %	RIM (océan), foug Gleita	Idem
	Bovins	+ de 100 %	(export vers Sénégal)	Idem
	Ovins, caprins	+ de 100 %	(export vers Sénégal)	Idem
	Lait, poudre de lait	- de 5 %	Europe (Hollande, France)	Idem
	Œuf	- de 5 %	Hollande	Idem
	Poisson fumé (silure)	- de 5 %	Mali	Idem
	Cuisses de poulet	0%	Brésil	Idem
	Poulet entier	75-100%	Sénégal	Idem
Huile	Huile de soja	0%	Brésil et Asie	Idem
Légumes pluviaux	Gombo, courges,	100 %	NP	NP
Tubercule local	Patate douce, manioc	Entre 20 et 50 %	Mali et RIM (Waly et Sagné)	Idem
Légumes de « conservation »	Oignon, pomme de terre	- de 5%	Europe (Hollande)	Idem
Légume de conservation intermédiaire	Carotte	- de 5%	Maroc	Idem
Légumes de faible conservation	Aubergine, tomate, chou,	Entre 75 et 100 %	Mali, Sénégal	Idem
Sucre	Sucre de canne	- de 5%	Brésil	Idem
Thé	Thé vert	- de 5%	Chine	Idem
Fruits frais	Bananes, mangues ...	100 %	ND	ND
	Mandarines, oranges	- de 5%	Maroc	Idem

ANNEXE 2 LE SCORE DE CONSOMMATION ALIMENTAIRE OU SCA.

Le score de consommation alimentaire est un indicateur composite de sécurité alimentaire au niveau des ménages, promu par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) depuis 1996. Il est calculé sur la base d'une analyse rétrospective sur les 7 derniers jours de la fréquence de l'alimentation et de la composition des repas. Le SCA est calculé après pondération des aliments considérés comme les plus nutritifs.

La structuration du questionnaire type et la pondération des différents groupes d'aliments sont présentées ci-dessous.

		Femme	Homme
1	Combien de repas les adultes (18 ans et plus) du ménage ont-ils mangé hier ?	1. __	2. __
2	Combien de repas les enfants (6 à 17 ans) du ménage ont-ils mangé hier ?	1. __	2. __
3	Combien de repas les enfants (2 à 5 ans) du ménage ont-ils mangé hier ?	1. __	2. __

4	Aliments	Pondération	4.1. Nombre de jours où l'aliment a été consommé pendant les 7 derniers jours
			Jours
1	Céréales ou Tubercules	2	__
2	Légumineuse/noix	3	__
3	Lait et autres produits laitiers	4	__
4	Œufs, viande, poisson, coquillages	4	__
5	Légumes	1	__
6	Fruits	1	__
7	Sucre	0,5	__
8	Huile	0,5	__
9	Condiments	0	__

ANNEXE 3 PROPORTION DE LOCALITÉS AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN APPUI DE L'ETAT ET/OU D'ONG ENTRE 2012 ET 2017 DANS LES DOMAINES DE LA SANTÉ, DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉLEVAGE.

Source : Enquête Grdr (2018) n=107 localités

La localité a-t-elle bénéficié d'un appui pour la santé et la nutrition durant les 5 dernières années (2012-2017) ?

		DONT ONG	DONT ETAT
OUI	82 (77%)	78	15
NON	24 (23%)		

La localité a-t-elle bénéficié d'un appui pour l'alimentation durant les 5 dernières années (2012-2017) ?

		DONT ONG	DONT ETAT
OUI	82 (77%)	78	15
NON	24 (23%)		

La localité a-t-elle bénéficié d'un appui pour l'agriculture et l'élevage durant les 5 dernières années (2012-2017) ?

		DONT ONG	DONT ETAT
OUI	43 (41%)	8	35
NON	63 (59%)		

HISTOIRES DE RÉSILIENCE

(AGRO PASTORALE)

AU GUIDIMAKHA, MAURITANIE

Ce document donne une présentation synthétique des mécanismes de la résilience agro pastorale au Guidimakha, région du sud-est de la Mauritanie frontalière du Sénégal et du Mali. Il questionne parallèlement les stratégies de sécurisation de l'alimentation dans cette région sahélienne.

Tout en insistant sur la diversité et les contrastes des situations rencontrées dans ce territoire, notre analyse met à jour quatre tendances dans les systèmes considérés sur la période 1960-2020 : 1- l'intensification en capitaux des systèmes d'élevage, socle de la résilience de nombreuses familles, 2- le recul relatif de la céréaliculture en sec, qui joue désormais un rôle secondaire dans l'alimentation mais conserve un rôle socio-foncier stratégique, 3- la déconnexion entre niveau de sécurité alimentaire et production locale de céréales et 4- la diversification économique. Ces tendances apparaissent autant déterminées par les choix politiques de la Mauritanie, que par l'évolution des modes de vie et des aspirations des Guidimakhankés ou les changements pédoclimatiques.

C'est donc par la combinaison de multiples activités que les familles du Guidimakha parviennent, avec des degrés divers de réussite, à sécuriser leur alimentation et à accomplir leur projet de vie. Les complémentarités et les synergies entre agriculture et élevage sont bien réelles. Mais il faut également considérer la part conséquente et croissante de « l'extra agro pastoral » dans l'économie de la région, développement que l'on doit largement à la mobilité de certains actifs, à leur capacité à circuler.

Loin d'être un marqueur de crise, les mobilités humaines apparaissent au fondement de la résilience du système alimentaire régional.

UNE RÉALISATION DU

grdr

N°ISBN 979-10-95026-13-6



9 791095 026136